JOURNAL OFFICIEL
DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE**NUMERO SPECIAL****LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS**

PARAISSANT LE 15 ET LE 30 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	FRAIS POSTAUX
1. — Ordinaires un an six mois Guinée 3 000 FG 2 000 FG	Les demandes d'abonnements et annonces doivent être adressées au Directeur de l'Imprimerie Nationale « Patrice-Lumumba » B.P. : 156 — Conakry	Guinée (ordinaires) 10 F.G. Afrique (avion) 15 F.G. Autres pays (avion) 20 F.G.
2. — Par Avion un an six mois Afrique 5 500 FG 4 000 FG Autres pays 7 200 FG 5 600 FG	Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 100 FG	ANNONCES ET AVIS La ligne 300 FG Chaque ligne répétée moitié prix (Il n'est jamais compté moins de 500 FG pour les annonces) Les annonces devront parvenir au plus tard le 7 et 23 de chaque mois.
Prix du n° des années antérieures... 150 FG Prix du n° de l'année courante... 100 FG	Les abonnements et annonces sont payables d'avance à l'INPL Compte bancaire I.N.P.L. n° 059-018-01-59 BICI-GUICKRY-(R.G.)	

SOMMAIRE
PARTIE OFFICIELLE**ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS****Présidence de la République**

4 Juil	108 PRG — 86 Ordonnance ratifiant et promulguant l'accord de crédit n° 1637 Gui signé le 8 avril 1986	117
28 Sept	119 PRG — 86 Ordonnance portant code pétrolier de la République de Guinée	120
23 Sempt	168 PRG — 86 Ordonnance portant application du Code pétrolier de la République de Guinée	117

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces légales	126
------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE****Ordonnance n° 108 PRG — 86 du 4 juillet 1986,**
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la déclaration de prise effective du Pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

VU la Proclamation de la Deuxième République ;

VU l'ordonnance n° 321/PRG/85, du 22 décembre 1985, portant réorganisation du Gouvernement de la Deuxième République ;

ORDONNE**Article Premier :** Est ratifié et promulgué l'Accord de Crédit n° 1637-GUI signé le 8 avril 1986 à Washington entre la République de Guinée et l'IDA d'un montant global de 3 700 000 DTS.**Art 2 :** La présente Ordonnance sera enregistrée au **Journal Officiel** de la République et publiée partout où besoin sera.

Conakry, le 4 Juillet

Général Lansana Conté**Décret n° 168 PRG/86 du 23 septembre 1986****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 Avril 1984 ;

Vu la proclamation de la Deuxième République ;

Vu l'Ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant réorganisation du Gouvernement de la Deuxième République ;

Vu l'Ordonnance n° 119/PRG/86 du 23 septembre 1986 portant Code Pétrolier de la République de Guinée ;

DECRETE**CHAPITRE PREMIER****Dispositions générales****Article premier** — Le présent décret a pour objet de préciser les conditions d'application des dispositions de l'ordonnance n° 119/PRG/86 du 23 septembre 1986 portant Code Pétrolier.**Art. 2** — La définition des termes pétroliers utiles dans le présent décret est celle indiquée à l'article 8 du Code Pétrolier.**Art. 3** — La division chargée des hydrocarbures au Ministère responsable de ce secteur est le service administratif compétent aux effets du présent décret.**Art. 4** — Toutes demandes et notifications de tous ordres sont faites par écrit. Elles doivent être établies en langue française ou, le cas échéant, comporter une traduction dans cette langue. Ces demandes et notifications sont déposées ou délivrées sous pli recommandé, avec accusé de réception, ou adressées par télex, au domicile légal du destinataire, sauf dispositions contraires du présent décret.**Art. 5** — Le service administratif compétent ouvre et tient à jour, avec déclaration au Service des Domaines, un registre des hydrocarbures où sont répertoriés et datés tous octrois, modifications, cessions, retraits, renonciations, renouvellements, prorogations, résiliations ou autres éléments affectant les contrats pétroliers, ainsi que les cartes géographiques au 1/200.000^e où sont indiqués et modifiés quand il y a lieu, les tracés des permis de recherche, concessions d'exploitation, zones contractuelles et périmètres d'exploitation.**Art. 6** — Le Ministre décide au moment opportun si, pour les besoins des permis de recherche et des contrats de services à ris-

ques, il convient, suivant les dispositions de l'article 7 du Code Pétrolier, de découper le territoire de la République de Guinée en blocs. Dans l'affirmative, ces blocs doivent être de forme géométrique simple.

Art. 7 — Le Ministre décide par arrêté de la nature du contrat pétrolier qui sera utilisé et approuve de la même manière le contrat-type qui servira de base aux négociations.

Art. 8 — Un arrêté du Ministre déclare les zones ouvertes à la recherche d'hydrocarbures et dispose soit d'accueillir, et éventuellement de négocier de gré à gré, toute demande de contrat pétrolier, soit de faire un appel d'offres dont l'arrêté énonce les surfaces ou les blocs qui en font l'objet conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus, les conditions et dates de remises des offres.

CHAPITRE II :

De l'octroi des autorisations de reconnaissance, des permis de recherche d'hydrocarbures et des contrats de services à risques

Art. 9 — Quelle que soit la procédure décidée suivant les dispositions de l'article 8 ci-dessus, toute demande d'autorisation de reconnaissance d'hydrocarbures, de permis de recherche d'hydrocarbures ou de contrat de services à risques quelle qu'en soit la nature, doit être déposée auprès du service administratif compétent conformément aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Art. 10 — Toute demande d'autorisation de reconnaissance d'hydrocarbures, de permis de recherche d'hydrocarbures ou de contrat de services à risques, doit comporter les renseignements suivants :

- 1) la dénomination de l'entreprise ou des entreprises demanderes, leur forme juridique et l'adresse du ou de leur siège social ;
 - 2) les statuts et les trois derniers bilans et rapports annuels de cette ou de ces entreprises ;
 - 3) toutes justifications additionnelles de ses capacités techniques et financières ;
 - 4) les noms des présidents et directeurs desdites entreprises, des membres de leurs directoires et conseils de surveillance, suivant le cas, ainsi que de leurs commissaires aux comptes ;
 - 5) les noms des dirigeants ayant la signature sociale ;
 - 6) au cas où la demande est présentée au nom d'une société en formation, mention doit en être faite et les noms et adresses des fondateurs communiqués ainsi que tous autres renseignements tels qu'indiqués ci-dessus qui seraient disponibles ;
 - 7) au cas où la demande est faite par plus d'une entreprise, chacune d'entre elles doit communiquer les renseignements ci-dessus ;
 - 8) le nom et l'adresse du représentant légal en Guinée de l'entreprise ou des entreprises demanderes où élection de domicile sera faite ;
 - 9) les coordonnées précises du périmètre de reconnaissance ou de recherche sollicitée, accompagnées d'un extrait de la carte géographique à l'échelle du 1/200 000^e de la zone intéressée précisant les limites dudit périmètre.
- S'il s'agit d'un périmètre portant sur une zone en mer, l'extrait de carte susvisé est remplacé par une carte hydrographique donnant les mêmes indications ;
- Le périmètre demandé peut porter sur tout ou partie d'un bloc.
- 10) le programme général des travaux de recherche envisagés ainsi que le montant des dépenses minimales prévues.

Au cas où les renseignements visés aux paragraphes 1 à 6 ci-dessus auraient été communiqués pour une demande antérieure, une déclaration écrite du ou des demandeurs en tiendra lieu mais tout changement ou modification intervenus entre temps devront être signalés et les documents justificatifs fournis.

De la même manière, toute entreprise demanderesse ou titulaire d'autorisation de reconnaissance ou de contrat pétrolier doit informer dans les plus brefs délais le service administratif compétent de toute modification substantielle qui aurait été apportée à ses statuts, forme, capital et direction.

Article 11 :

Au cas où la demande est formulée par le représentant légal d'une entreprise ou un mandataire, ce dernier doit remettre au service administratif compétent les documents qui l'accréditent.

Article 12 :

Si l'autorisation de reconnaissance est accordée, elle fait l'objet d'un arrêté du Ministre qui sera notifié au représentant légal du demandeur dans un délai de huit jours.

L'arrêté énonce la durée de l'autorisation de reconnaissance ainsi que les conditions fixées par le Ministre sur proposition du demandeur.

Au cas où le périmètre sur lequel porte l'autorisation de reconnaissance ferait l'objet d'une demande de permis de recherche ou de contrat de services à risques et où le Ministre déciderait l'octroi de ce permis de recherche ou de ce contrat de services, l'autorisation de reconnaissance deviendra caduque de plein droit et son titulaire devra abandonner le périmètre de cette dernière dans les trente jours sauf à terminer un travail en cours.

Les résultats de tous travaux exécutés en vertu d'une autorisation de reconnaissance seront communiqués au Ministre au plus tard dans les trente jours après la période de validité de ladite autorisation de reconnaissance.

Article 13 :

La demande de permis de recherche d'hydrocarbures ou de contrat de services à risques fait l'objet d'un accusé de réception notifié au représentant légal du demandeur en République de Guinée. Après examen de la demande ou des offres, suivant le cas, le Ministre décide de négocier un contrat pétrolier avec le ou les demandeurs. Si cette négociation aboutit, le contrat pétrolier est signé puis, soumis à l'approbation du Chef de l'Etat.

Article 14 :

La date de l'approbation du contrat de services à risques par le Chef de l'Etat en est la date effective. Au cas où il s'agit d'un contrat de concession, le permis de recherche correspondant est délivré par arrêté du Ministre dans les quinze jours de la date d'approbation et le contrat de concession stipulera que la date effective sera celle de l'octroi du permis de recherche.

Art. 15 :

Au cas où, conformément aux dispositions de l'article 4 du code pétrolier, l'Etat décide que des opérations pétrolières seront effectuées au moyen d'un contrat de services à risques entre une société nationale et une ou plusieurs entreprises qualifiées, cette société nationale négocie et signe ledit contrat suivant la procédure prévue aux articles 13 et 14 ci-dessus. Le Ministre doit toutefois contresigner le contrat avant de le soumettre à l'approbation du Chef de l'Etat.

Article 16 :

Les engagements de travaux et de dépenses de même que les obligations d'adresser au Ministre tous rapports et informations relatifs aux opérations pétrolières seront remplis conformément aux dispositions du contrat pétrolier.

CHAPITRE III

Du renouvellement des autorisations de reconnaissance, des permis de recherche d'hydrocarbures et des périodes de recherche de contrats de services à risques

Article 17 :

Au cas où le titulaire d'une autorisation de reconnaissance aurait rempli ses engagements, il pourra demander le renouvellement de cette autorisation en faisant la demande au moins deux mois avant l'expiration de la période initiale.

Le renouvellement sera accordé à la discrétion du Ministre par un arrêté qui en énoncera les conditions sur proposition du demandeur et qui sera notifié à ce dernier dans les huit jours.

Article 18 :

Au cas où le titulaire du permis de recherche ou du contrat de services à risques décide de demander le renouvellement dudit permis de recherche ou de la période de recherche du contrat de services à risques, il doit déposer auprès du service administratif compétent une demande à cet effet deux mois au moins avant la date d'expiration de la période en cours.

Il doit fournir, à l'appui de sa demande, un rapport exposant les travaux déjà effectués, la mesure dans laquelle ces travaux correspondent aux engagements minimaux stipulés au contrat pétrolier et les résultats obtenus.

Art. 19 :

Le titulaire du permis de recherche ou du contrat de services à risques doit indiquer également avec sa demande de renouvellement le détail des surfaces rendues au gouvernement conformément à l'article 31 du code pétrolier. Ces surfaces seront délimitées en un ou deux périmètres de forme géométrique simple, sauf dispositions contraires du contrat pétrolier.

Article 20 :

L'arrêté de renouvellement pris par le Ministre doit être notifié au titulaire du permis de recherche ou du contrat de services à risques dans un délai de huit jours.

Article 21 :

Le titulaire d'un permis de recherche ou d'un contrat de services à risques peut demander la prorogation de la seconde période de renouvellement au cas où la fin de cette période ne lui permet pas de terminer un forage d'exploration ou si, ayant fait une découverte d'hydrocarbures, la durée de validité de ladite période est insuffisante pour permettre la réalisation des travaux d'évaluation.

Il adresse à cet effet une demande au Ministre trente jours au moins avant l'échéance de cette seconde période de renouvellement, accompagnée d'un rapport d'écrivant les travaux en cours et, éventuellement, la découverte, les travaux restant à réaliser, les raisons pour lesquelles il estime la prorogation nécessaire et la durée nécessaire de la prorogation.

Le Ministre autorise cette prorogation par arrêté et le notifie dans les huit jours au titulaire du permis de recherche ou du contrat de services à risques.

CHAPITRE IV

De l'octroi des concessions d'exploitation et de l'entrée en période d'exploitation des contrats de services à risques.

Art. 22. — A la fin des travaux d'évaluation et en cas de gisement commercialement exploitable, si le titulaire du permis de recherche ou du contrat de services à risques fait la demande, suivant le cas, d'une concession d'exploitation ou de l'entrée en période d'exploitation, il doit adresser au Ministre, dans les délais qui seront prévus au contrat pétrolier, un plan de développement du ou des gisements considérés, accompagnant sa demande de concession d'exploitation ou d'entrée en période d'exploitation suivant le cas. Ce plan comprendra les coordonnées précises du périmètre d'exploitation sollicité accompagnées d'un croquis au 1/20.000^e ou au 1/50.000^e indiquant ses limites.

Art. 23. — L'octroi de la concession d'exploitation fait l'objet d'un décret suivant l'adoption du plan de développement.

Art. 24. — La période d'exploitation de vingt-cinq ans au plus d'un contrat de services à risques commence à la date de l'arrêté du Ministre, notifié dans les huit jours au titulaire du contrat, définissant le périmètre d'exploitation et autorisant l'entrée en période d'exploitation.

Art. 25. — Dans le cas d'une concession d'exploitation comme dans le cas d'un contrat de services à risques, le périmètre d'exploitation est délimité de manière à inclure la superficie du

gisement sur laquelle le titulaire a des droits, et à former un périmètre de forme géométrique simple.

Art. 26. — A la fin d'une concession d'exploitation ou de la période d'exploitation d'un contrat de services à risques, si le titulaire estime que l'exploitation commerciale du ou des gisements est encore possible, il doit adresser au Ministre douze mois au moins avant la date d'échéance une demande de prorogation accompagnée d'un rapport exposant les aspects techniques et économiques de l'exploitation du ou des gisements, l'évaluation des réserves encore récupérables et tous éléments venant à l'appui de sa demande.

La concession d'exploitation ou la période d'exploitation sera alors prorogée dans les mêmes formes que leur octroi ou autorisation, suivant le cas.

Art. 27. — Au cas où, au cours de la durée d'un permis de recherche ou de la période de recherche d'un contrat de services à risques, le titulaire extrait des hydrocarbures commercialisables à l'occasion d'essais de production de longue durée, il peut demander au ministre l'autorisation d'exploiter provisoirement ces hydrocarbures conformément aux dispositions de l'article 24 du code pétrolier.

La demande doit être accompagnée d'un rapport énonçant les caractéristiques techniques du ou des puits dont il est fait des essais de production de longue durée, la quantité journalière estimée de cette dernière et la durée approximative de l'exploitation provisoire demandée.

Le Ministre donnera son autorisation par arrêté et le notifiera au titulaire dans un délai de huit jours.

CHAPITRE V

De la cession, suspension ou fin des titres miniers d'hydrocarbures ou des contrats de services à risques.

Art. 28. — Au cas où le titulaire d'un titre minier d'hydrocarbures ou d'un contrat de services à risques désire céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations résultant de ce titre minier ou de ce contrat, il doit en adresser la demande au Ministre conformément aux dispositions de l'article 17 du Code Pétrolier et dans les formes prévus aux articles 4, 9, 10 et 11 du présent décret référence étant faite aux arrêtés ou actes instituant lesdits titres miniers ou contrats.

Si la cession ou le transfert est autorisé par le Ministre, il fait l'objet d'un arrêté de ce dernier dans un délai de soixante jours.

Art. 29. — Il y aura lieu à suspension des effets des contrats pétroliers dans le cas de force majeure tels qu'ils seront prévus auxdits contrats.

Les notifications prévues à cet effet seront adressées par le titulaire du contrat pétrolier au Ministre ou par ce dernier au titulaire dans les délais stipulés aux contrats pétroliers. Toute notification sera accompagnée d'un rapport énonçant les divers éléments et facteurs du cas considéré.

Art. 30. — Le titulaire d'un titre minier d'hydrocarbures ou d'un contrat de services à risques peut renoncer à tout moment à tout ou partie de ses droits et obligations. Il doit, dans ce cas, adresser au Ministre, trois mois au moins avant la date prévue de sa renonciation en matière de recherche et un an au moins avant la date prévue de sa renonciation en matière d'exploitation, une demande au Ministre accompagnée d'un rapport contenant les travaux de recherche ou opérations d'exploitation réalisées à ce jour, la manière dont il a rempli ses engagements et obligations divers à ce jour, l'état du périmètre contractuel et les perspectives d'avenir le concernant, s'il y a lieu, l'économie de l'exploitation passée ou possible à l'avenir, les raisons de sa renonciation et l'engagement de satisfaire à toutes obligations envers des tiers qui n'auraient pas encore été accomplies, notamment en cas de contrats en cours.

Le Ministre constatera en temps utile cette renonciation par arrêté qui sera notifié au titulaire dans les huit jours.

Art. 31. — Au cas où le titulaire d'un titre minier d'hydrocarbures ou d'un contrat de services à risques se rend coupable de violations graves des dispositions de la loi ou de celles des contrats pétroliers, ou s'il se trouve en situation de faillite, de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, le Ministre peut lui adresser avec mise en demeure d'avoir à remédier aux manquements constatés et si après un délai de trois mois à date de cette mise en demeure, le titulaire n'a pas apporté à la situation les remèdes demandés, le Ministre peut prononcer par arrêté la déchéance du contrat.

En cas de contestation par le titulaire du contrat pétrolier, il sera fait usage des dispositions dudit contrat concernant le règlement des différends. Dans ce cas, le contrat restera en vigueur jusqu'au prononcé de la sentence arbitrale sans appel ni recours.

La déchéance n'a pas pour effet de délier le titulaire du contrat pétrolier de ses obligations restant à accomplir tant contractuelles qu'à l'égard des tiers.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses

Art. 32. — En cas de production d'hydrocarbures à partir du périmètre d'exploitation, si le titulaire du contrat pétrolier en exercice des droits qui lui sont reconnus à l'article 40 du Code Pétrolier décide qu'il est nécessaire, afin de transporter cette production, de construire des canalisations et installations connexe, il devra adresser au Ministre un rapport contenant notamment tous éléments techniques, économiques et autres considérations justifiant la nécessité de la construction des ouvrages, le tracé et les caractéristiques de ces derniers, un devis approximatif de construction des quantités et des prix de revient et de vente de la production à transporter et au cas où il y aurait un ou des tiers utilisateurs, le tarif proposé.

Le Ministre délivrera les autorisations qui se révéleront nécessaires pour la construction de l'ouvrage, notamment en matière d'occupation de terrains, conformément aux dispositions articles 55 et 56 du Code Pétrolier.

Art. 33. — En vue de l'exercice des droits de surveillance et d'inspection prévus à l'article 53 du Code Pétrolier, les fonctionnaires du services administratif compétent seront habilités et assermentés. Ils auront libre accès à tous moments raisonnables aux lieux d'exercice des opérations pétrolières et installations connexes, à condition d'y assister le responsable local des opérations avant la visite et l'inspection projetée.

Art. 34. — Les droits reconnus, notamment au titre IV du Code Pétrolier, aux titulaires de contrats pétroliers feront l'objet des procédures appropriées telles qu'elles seront prévues par les dispositions desdits contrats pétroliers.

Art. 35. — Le Ministre responsable du secteur des hydrocarbures est chargé de l'application du présent décret qui sera exécuté comme loi de l'Etat et publié au **Journal Officiel** de la République de Guinée.

Conakry, le 23 septembre 1986
GENERAL LANSANA CONTE

Ordonnance n° 119 /RG-S du 28 septembre 1986

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ;

Vu la déclaration de prise effective du Pouvoir par l'Armée en date du 3 Avril 1984 ;

Vu la proclamation de la Deuxième République ;

Vu l'Ordonnance n° 321 /R-G du 22 décembre 1985, portant réorganisation du Gouvernement de la Deuxième République ;

ORDONNE

TITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1.

L'exploitation, la recherche, l'exploitation et le transport des hydrocarbures sur le Territoire de la République de Guinée

ainsi que le régime fiscal de ces activités sont régis par les dispositions du Présent Code et des textes pris pour son application.

Art. 2 :

Tous les gisements ou accumulations naturelles d'hydrocarbures existant dans le Territoire de la République de Guinée restent la propriété exclusive de l'Etat.

Art. 3 :

L'Etat exerce sur l'ensemble du Territoire de la République de Guinée des droits souverains aux fins de la reconnaissance, de la recherche, de l'exploitation et du transport des hydrocarbures.

Nul ne peut effectuer des opérations pétrolières s'il ne lui a pas été préalablement délivré une autorisation de reconnaissance d'hydrocarbures ou un Contrat pétrolier conclu conformément aux dispositions du Présent Code.

Art. 4 :

L'Etat peut effectuer toutes opérations pétrolières :

a) soit directement par ses propres organismes ou une société nationale, avec l'assistance éventuelle de tout tiers qualifié dont l'intervention lui paraîtra nécessaire ;

b) soit au moyen de la conclusion, avec toute entreprise qualifiée, de contrats pétroliers qui peuvent être des contrats de concession attachés à l'octroi de titres miniers d'hydrocarbures ou des contrats de services à risques ;

c) soit par une société nationale autorisée à conclure des contrats de services à risques avec toute entreprise qualifiée.

Art. 5 :

Quelle que soit la nature du contrat pétrolier conclu avec une ou plusieurs entreprises soit par l'Etat soit par une société nationale, l'Etat ou cette société se réserve le droit de prendre une participation aux opérations pétrolières.

La forme, les conditions et les modalités de cette prise de participation sont stipulées au contrat pétrolier.

Art. 6 :

En dehors des contrats pétroliers mentionnés aux articles 4 et 5 ci-dessus, l'Etat peut accorder à une entreprise qualifiée une autorisation de reconnaissance d'hydrocarbures dont les fins sont uniquement d'information technique.

Art. 7 :

En vue des opérations pétrolières, le territoire de la République de Guinée peut faire l'objet d'un découpage en blocs dont les caractéristiques seront définies par un acte gouvernemental.

Sous réserve des droits acquis, le gouvernement peut déclarer certaines zones du territoire de la République de Guinée interdites aux opérations pétrolières ou réservées à l'Etat ou à une société nationale.

Art. 8 :

Au sens du présent Code :

a) « Ministre » désigne le Ministre chargé du secteur des hydrocarbures ;

b) « territoire de la République de Guinée » désigne le territoire de la République de Guinée ainsi que les zones maritimes guinéennes comprenant les eaux territoriales, le plateau continental et la zone économique exclusive, tels qu'ils sont définis par la loi nationale ou par les conventions internationales dument ratifiées par la République de Guinée ;

c) « société nationale » désigne une société guinéenne à capitaux guinéens constituée en vue des opérations pétrolières dans laquelle l'Etat possède une participation majoritaire ;

d) « hydrocarbures » désigne tous les hydrocarbures liquides ou gazeux existant à l'état naturel, autrement dénommés pétrole brut ou gaz naturel, ainsi que tous les produits extraits en association avec lesdits hydrocarbures ;

e) « opérations pétrolières » désigne toutes activités de reconnaissance, de recherche, d'évaluation, de développement, de production, de transport et de vente d'hydrocarbures, y compris le traitement du gaz naturel mais à l'exclusion des activités de raffinage et de distribution des produits pétroliers ;

f) « contrat pétrolier » désigne tout contrat conclu par l'Etat ou une société nationale avec une ou des entreprises qualifiées pour effectuer à titre exclusif la recherche et l'exploitation des hydrocarbures ;

g) « contrat de concession », ainsi qu'il est précisé à l'article 19, désigne le contrat pétrolier attaché à un permis de recherche d'hydrocarbures et, s'il y a lieu, à une concession d'exploitation ;

h) « contrat de services à risques », ainsi qu'il est précisé à l'article 26, désigne le contrat pétrolier par lequel une entreprise agit pour le compte de l'Etat ou d'une société nationale et prend le risque de financer les opérations pétrolières ; ce contrat peut être notamment un « contrat de partage de production » par lequel l'entreprise reçoit une rémunération en nature en cas de production ;

i) « titre minier d'hydrocarbures » désigne le permis de recherche ou la concession d'exploitation d'hydrocarbures.

TITRE II

DE LA RECONNAISSANCE ET DES CONTRATS PETROLIERS

CHAPITRE PREMIER :

De l'autorisation de reconnaissance d'hydrocarbures

Art. 9 :

Une autorisation de reconnaissance d'hydrocarbures sur des zones non couvertes par un contrat pétrolier peut être accordée par un arrêté du Ministre qui en énonce les conditions.

L'autorisation de reconnaissance est accordée pour une durée d'un an au plus et peut être renouvelée pour une durée égale. Elle n'est ni cessible, ni transmissible.

Art. 10 :

L'autorisation de reconnaissance confère à son titulaire dans la limite d'un périmètre déterminé le droit non exclusif d'exécuter tous travaux préliminaires de reconnaissance des hydrocarbures, notamment par l'utilisation de méthodes géophysiques, géologiques et géochimiques mais, à l'exception des forages dépassant une profondeur de trois cents mètres, sauf dispositions contraires de l'autorisation de reconnaissance.

Les résultats des travaux de reconnaissance sont communiqués au Ministre dans les conditions énoncées par l'arrêté d'autorisation.

Art. 11 :

L'autorisation de reconnaissance ne confère à son titulaire aucun droit à l'obtention d'un contrat pétrolier, ni à l'extraction, ni à la disposition des hydrocarbures pouvant être découverts à l'occasion des travaux de reconnaissance.

L'Etat peut à tout moment conclure un contrat pétrolier sur tout ou partie du périmètre faisant l'objet d'une autorisation de reconnaissance, laquelle devient alors caduque de plein droit pour la surface concernée, sans que ceci ouvre à son titulaire le droit à aucune réclamation ni compensation.

CHAPITRE II

PRINCIPES GENERAUX DES CONTRATS PETROLIERS

Art. 12 :

Le Ministre décide à tout moment des zones disponibles sur lesquelles peuvent être conclus des contrats pétroliers. Ces zones peuvent alors faire l'objet d'une demande de contrat pétrolier de la part de toute entreprise qualifiée, guinéenne ou étrangère.

Le Ministre peut également décider que tout ou partie des zones disponibles doit faire l'objet d'un appel d'offres en spécifiant notamment le type de contrat pétrolier applicable.

Art. 13 :

Nul ne peut être titulaire d'un contrat pétrolier s'il ne justifie des capacités techniques et financières nécessaires pour mener à bien les opérations pétrolières.

Plusieurs entreprises qualifiées peuvent s'associer en vue de la conclusion et de l'exécution d'un contrat pétrolier. En cas de cotitularité d'un contrat pétrolier, les entreprises associées agissent à titre conjoint et solidaire et ont l'obligation de communiquer au Ministre tout accord d'association conclu entre elles.

Art. 14 :

Quelle que soit la procédure adoptée suivant les dispositions de l'article 12 ci-dessus, le Ministre juge discrétionnairement les demandes ou offres de contrat pétrolier dont le refus total ou partiel n'ouvre au demandeur aucun droit de recours ou de compensation.

En cas de demandes ou offres concurrentes, sous réserve des droits antérieurs, aucun droit de priorité ne peut être invoqué.

Art. 15 :

Le contrat pétrolier avec l'Etat est négocié selon une procédure fixée par ordonnance ou décret.

Art. 16 :

L'existence sur un périmètre donné d'un contrat pétrolier n'interdit pas l'octroi sur tout ou partie de ce périmètre d'un titre minier pour la recherche et l'exploitation de substances minérales autres que les hydrocarbures. L'existence de tels titres miniers ne fait pas non plus obstacle à la conclusion d'un contrat pétrolier sur tout ou partie du périmètre concerné.

Dans de tels cas de superposition de permis ou de titre sur une même surface pour des substances différentes, l'activité du permis ou du titre le plus récent devra être conduite de façon à ne pas causer de préjudice à l'activité du titulaire du permis ou du titre le plus ancien.

Art. 17 — L'autorisation préalable du Ministre est nécessaire pour toute cession ou transfert, total ou partiel, d'un contrat pétrolier à toute entreprise qualifiée.

Le cessionnaire, à l'égard de l'Etat, jouit des mêmes droits et assume les mêmes obligations que le cédant pour la part ayant fait l'objet de cette cession ou transfert, sans préjudice des dispositions de l'article 13 ci-dessus.

CHAPITRE III

DU CONTRAT DE CONCESSION, DU PERMIS DE RECHERCHE ET DE LA CONCESSION D'EXPLOITATION D'HYDROCARBURES

Art. 18 :

Le permis de recherche et, en cas de découverte commerciale d'hydrocarbures, la concession d'exploitation, sont des titres miniers d'hydrocarbures octroyés par l'Etat à des entreprises qualifiées en vertu d'un contrat de concession.

Le permis de recherche confère à son titulaire le droit exclusif d'effectuer, à ses risques et dépens, toutes opérations pétrolières de recherche dans le périmètre qui en est l'objet.

La concession d'exploitation confère à son titulaire le droit exclusif d'effectuer, à ses risques et dépens, toutes opérations pétrolières de recherche et d'exploitation dans le périmètre qui en est l'objet ainsi que de disposer de la production qui en résulte, conformément au type de contrat qui lie le titulaire à l'Etat.

Art. 19 :

Le contrat de concession est le contrat qui détermine les conditions d'exercice des droits que confèrent et des obligations qu'imposent le permis de recherche et, le cas échéant, la concession d'exploitation d'hydrocarbures, ainsi que les conditions de réalisation des opérations pétrolières dans les périmètres qui en sont l'objet.

Art. 20 :

Le permis de recherche est octroyé par arrêté du Ministre après la signature du contrat de concession.

Art. 21 :

Le titulaire d'un permis de recherche qui aura fourni la preuve, par des travaux de recherche conduits conformément au présent Code, de l'existence à l'intérieur de son périmètre d'un gisement d'hydrocarbures commercialement exploitable se verra attribuer sur sa demande, présentée avant l'expiration de la validité de son permis, une concession d'exploitation de ce gisement.

La concession d'exploitation est accordée par ordonnance ou décret.

Art. 22 :

L'octroi d'une concession d'exploitation laisse subsister le permis de recherche jusqu'à sa date d'expiration, à l'exclusion du périmètre de cette concession d'exploitation.

Art. 23 :

Le titulaire d'une concession d'exploitation acquiert à la tête de puits la propriété des hydrocarbures extraits du gisement sur lequel elle porte. Le titulaire doit remettre à l'Etat, en nature ou en espèce, une part de cette production appelée « redevance » suivant le type de contrat qui lie le titulaire à l'Etat.

Art. 24 :

Le titulaire d'un permis de recherche peut disposer des hydrocarbures extraits du sous-sol à l'occasion de ses travaux de recherche et des essais de production auxquels il procède. Ses droits et obligations sont alors ceux d'un concessionnaire pour ce qui concerne la production ainsi obtenue, notamment le versement à l'Etat de la redevance prévue à l'article 23 ci-dessus, conformément aux dispositions du Contrat.

Art. 25 :

Le titulaire d'un permis de recherche ou d'une concession d'exploitation est propriétaire, pendant la durée de validité du contrat de concession, des matériels et des installations qu'il acquiert pour les besoins des opérations pétrolières objet du contrat de concession.

CHAPITRE IV**DES CONTRATS DE SERVICES A RISQUES***Art. 26 :*

Le contrat de services à risques est celui par lequel l'Etat ou une société nationale contracte les services d'une entreprise qualifiée en vue d'effectuer pour leur compte et de façon exclusive les opérations pétrolières de recherche et, le cas échéant, d'exploitation. L'entreprise assume en outre, à ses propres risques, le financement de ces opérations.

Art. 27 :

Le contrat de services à risques comprend une période de recherche et, le cas échéant, une ou des périodes d'exploitation prenant effet, pour chaque gisement d'hydrocarbures commercialement exploitable, dès que l'existence de ce dernier est établie.

Art. 28 :

En cas de production commerciale d'hydrocarbures, l'Etat ou la société nationale, suivant le cas, en est propriétaire et, à partir de cette production et, conformément aux dispositions du contrat de services, il rembourse le titulaire du contrat de ses investissements et coût, et lui verse une rémunération, en espèces ou en nature. Dans ce dernier cas, le titulaire reçoit une part de la production et le contrat est dit « contrat de partage de production ».

Art. 29 :

Le contrat de services peut prévoir que les matériels et les installations, acquis par le titulaire du contrat de services à risques pour les besoins des opérations pétrolières qui en sont l'objet, seront transférés avant la date d'expiration du contrat à l'Etat ou, s'il y a lieu, à une société nationale.

CHAPITRE V :**Dispositions communes aux contrats pétroliers***Art. 30 :*

Le titulaire d'un contrat pétrolier doit commencer les opérations pétrolières dans le délai stipulé au contrat.

Art. 31 :

La période initiale d'un permis de recherche ou la période initiale de recherche d'un contrat de services à risques ne peut excéder quatre ans. Sur demande du titulaire, elle peut être renouvelée à deux reprises par arrêté du Ministre pour une durée n'excédant pas trois ans chaque fois, à condition que le titulaire ait rempli ses obligations contractuelles pour la période de validité en cours.

Chaque renouvellement entraîne l'abandon d'une portion de la superficie du périmètre de recherche suivant les dispositions contractuelles.

La deuxième période de renouvellement peut être prorogée en cas de nécessité pour permettre l'achèvement des forages d'exploration en cours ou l'évaluation d'une découverte.

Art. 32 :

Tout contrat pétrolier fixe le programme minimum de travaux et de dépenses que le titulaire s'engage à réaliser au cours de la période initiale de recherche, ainsi qu'au cours des périodes de renouvellement éventuelles.

Si le titulaire n'exécute pas ses obligations de travaux et de dépenses dans les délais qui lui sont impartis, il doit verser à l'Etat, dans les conditions définies au contrat pétrolier, une indemnité égale au montant des obligations non exécutées.

Art. 33 :

Tout titulaire de contrat pétrolier peut, à tout moment de la période du permis de recherche ou de la période de recherche d'un contrat de services à risques, renoncer à ses droits sur tout ou partie du périmètre de recherche, sous réserve d'un préavis de trois mois et des dispositions contractuelles. Il doit dans ce cas avoir rempli l'ensemble de ses obligations contractuelles pour la période de recherche en cours, conformément aux dispositions de l'article 32 ci-dessus.

Art. 34 :

Toute découverte d'hydrocarbures doit être promptement notifiée par le titulaire au Ministre et si cette découverte est de nature à présumer l'existence d'un gisement commercialement exploitable, le titulaire est tenu d'effectuer avec diligence les travaux d'évaluation nécessaires. A l'issue de ces travaux, le titulaire doit établir le caractère commercial ou non de la découverte.

Art. 35 :

En cas de gisement commercialement exploitable, le titulaire doit à l'appui de sa demande de concession d'exploitation ou d'entrée en période d'exploitation du contrat de services à risques, suivant le cas, présenter au Ministre un plan de développement et de mise en exploitation dudit gisement. Ledit plan doit notamment comprendre toutes informations concernant les réserves prouvées récupérables d'hydrocarbures, le profil estimé de production, le schéma de développement du gisement, les estimations d'investissements et de coûts, et doit être accompagné d'une étude justifiant le caractère commercial de la découverte.

Art. 36 :

Le titulaire doit s'engager à effectuer avec toute la diligence possible les travaux de développement du gisement commercial, conformément au plan de développement et de ses modifications éventuelles.

Art. 37 :

La durée d'une concession d'exploitation ou de la période d'exploitation d'un contrat de services à risques ne peut dépasser vingt cinq ans. Cette période peut toutefois être prorogée de dix ans au plus si le titulaire a rempli ses obligations contractuelles et

démontre la possibilité d'une production commerciale d'hydrocarbures au-delà du terme de la période initiale.

Art. 38. :

Tout titulaire de contrat pétrolier peut à tout moment au cours de la concession d'exploitation ou de la période d'exploitation d'un contrat de services à risques, renoncer à ses droits en tout ou partie, sous réserve d'un préavis d'un an et des dispositions contractuelles.

Il doit dans ce cas avoir rempli ses obligations contractuelles et ses engagements tant à l'égard de l'Etat ou d'une société nationale qu'à l'égard des tiers à raison des opérations pétrolières.

Art. 39. :

Les contrats pétroliers doivent en outre comporter des dispositions ou des précisions concernant notamment les points suivants :

- a) périmètre du permis de recherche ou de la zone contractuelle ;
- b) durée du contrat et des différentes périodes de recherche et d'exploitation ;
- c) engagements de travaux et de dépenses pour chacune des périodes de recherche ;
- d) conditions d'établissement des programmes de travaux et budgets, contrôle de leur exécution, fourniture au Ministre de tous rapports et informations sur les opérations pétrolières ;
- e) droits et obligations des parties contractantes ;
- f) découverte commerciale et développement du gisement ;
- g) propriété de la production et, s'il y a lieu, sa répartition entre les parties, remboursement et rémunération éventuels du titulaire, détermination du prix des hydrocarbures ;
- h) modalités de la participation de l'Etat ou d'une société nationale, règles de l'association avec le titulaire ;
- i) clauses financières, fiscales et douanières ;
- j) réalisation du contrat dans les diverses éventualités ;
- k) emploi et formation de la main-d'œuvre locale ;
- l) clauses juridiques concernant la loi applicable, la stabilité des conditions, les cas de force majeure et le règlement des différends ;
- m) conditions de cession et de transfert du contrat.

Chapitre VI

Du transport des hydrocarbures

Art. 40

Pendant la durée de leur validité, la concession d'exploitation d'hydrocarbures ou le contrat de services à risques confèrent à leur titulaire le droit de transporter la production résultant de leurs activités d'exploitation vers les points de stockage, de traitement, de chargement ou de grosse consommation.

Le tracé et les caractéristiques des canalisations et installations de transport doivent être établis de manière à assurer la collecte, le transport et l'évacuation de la production des gisements d'hydrocarbures dans les meilleures conditions techniques et économiques.

Art. 41

Le droit au transport des hydrocarbures défini à l'article 40 ci-dessus s'exerce conformément aux dispositions des contrats pétroliers. Sa cession éventuelle à un tiers est soumise à l'autorisation préalable du Ministre.

Art. 42

En cas de plusieurs découvertes d'hydrocarbures dans une même région géographique, les titulaires de contrats pétroliers sont tenus de réaliser et d'exploiter en commun les canalisations et installations nécessaires pour le transport de leurs productions respectives.

Au cas où une canalisation existe déjà, son titulaire doit, dans les limites et pour la durée de sa capacité excédentaire, accepter le passage de la production en provenance d'autres gisements d'hydrocarbures, moyennant une rétribution équitable.

Dans les deux cas, à défaut d'accord entre les titulaires, le Ministre peut procéder par voie d'autorité dans les conditions prévues aux contrats pétroliers.

TITRE III

Des obligations et des droits attachés aux opérations pétrolières

Art. 43

Les titulaires de contrats pétroliers doivent conduire les opérations pétrolières dont ils ont la charge avec diligence et suivant les règles de l'art en usage dans l'industrie pétrolière internationale.

Art. 44

Les titulaires de contrats pétroliers doivent conduire les opérations pétrolières de telle manière que soit assurée la conservation des ressources naturelles, notamment des gisements d'hydrocarbures, et que soit dûment protégé l'environnement.

A cet effet, les titulaires doivent effectuer toutes opérations de travaux en utilisant les techniques confirmées en usage dans l'industrie pétrolière et prendre toutes mesures destinées à prévenir la pollution de l'environnement.

Art. 45.

Les titulaires de contrats pétroliers sont tenus de fournir au Ministre toutes informations, documents et échantillons provenant ou résultant des opérations pétrolières. Ceux-ci ont un caractère confidentiel et ne peuvent être rendus publics que dans les conditions prévues aux contrats pétroliers.

Art. 46.

Les titulaires de contrats pétroliers ont le droit, sous leur responsabilité, de sous-traiter à des entreprises qualifiées des opérations pétrolières dont ils ont la charge.

Pour le besoin des opérations qui leur sont confiées et, dans cette limite, les sous-traitants ont les mêmes droits et obligations que les titulaires de contrats pétroliers. Les contrats de sous-traitance doivent être communiqués au Ministre.

Art. 47.

Les titulaires de contrats pétroliers ainsi que leurs sous-traitants doivent accorder la préférence aux entreprises guinéennes pour les contrats de construction, de fourniture, d'approvisionnement et de prestations de services divers, à conditions équitables de qualité, prix, quantités, délais d'exécution et conditions de paiement.

Art. 48.

Les titulaires de contrats pétroliers ainsi que leur sous-traitant doivent employer par priorité du personnel guinéen qualifié pour les nécessités de leurs opérations.

A cette fin, dès le démarrage des opérations pétrolières, les titulaires de contrats pétroliers doivent établir et financer un programme de formation de personnel guinéen dans les conditions qui sont stipulées aux contrats pétroliers.

Art. 49.

Les titulaires de contrats pétroliers doivent veiller à l'application de normes d'hygiène et de sécurité conformément à l'usage dans l'industrie pétrolière internationale, tant pour leur propre compte que pour celui de leurs sous-traitants.

Tout accident grave doit être porté immédiatement à la connaissance des autorités compétentes.

Art. 50.

Les titulaires de contrats pétroliers doivent, en cas de production commerciale d'hydrocarbures, affecter par priorité, sur demande du Ministre, une part de cette production à la satisfaction des besoins du marché intérieur guinéen. Les modalités de cette obligation sont stipulées aux contrats pétroliers.

Une fois satisfaits les besoins de la consommation intérieure du pays, les titulaires de contrats pétroliers disposent librement de la part de production d'hydrocarbures qui leur revient.

Art. 51.

Au cas où un gisement d'hydrocarbures s'étend sur plusieurs périmètres contractuels attribués à des titulaires distincts, ceux-ci sont tenus de conclure des accords dits d'unitisation afin d'exploiter ce gisement dans les meilleures conditions d'efficacité technique et économique. Les accords ainsi que les programmes d'exploitation commune doivent être communiqués au Ministre.

Art. 52.

Dans tous les cas de cessation des droits du titulaire tel qu'ils sont prévus au contrat pétrolier, la propriété des matériels et installations utilisés pour les besoins du contrat est transférée gratuitement à l'Etat, sauf si ce dernier ou une société nationale en a déjà acquis la propriété aux termes dudit contrat ou qu'ils ne désirent pas en prendre possession. Dans ce dernier cas, le titulaire du contrat pétrolier peut être requis d'enlever ces matériels et installations.

Art. 53

Le Ministre veille à l'application des dispositions du présent code et de ses textes réglementaires, ainsi qu'à l'exécution de leurs obligations par les titulaires de contrats pétroliers. Il prend toutes mesures réglementaires et dispose de tous droits de surveillance et d'inspection à cet effet.

TITRE IV

De l'occupation des terrains nécessaires aux opérations pétrolières

Art. 54

Les titulaires de contrats pétroliers, sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires applicables à chaque cas, disposent des droits suivants :

a) occuper les terrains nécessaires aux opérations pétrolières et à toutes activités connexes ainsi qu'au logement du personnel qui leur est affecté;

b) réaliser tous travaux d'infrastructure nécessaires à l'exécution des opérations pétrolières et à leurs activités connexes telles que le transport de matériels et d'équipements, le stockage de ces derniers et des hydrocarbures extraits, ainsi qu'à la production ou à la fourniture de l'énergie nécessaire auxdites opérations et activités connexes;

c) utiliser les eaux courantes ou non et les nappes aquifères existantes dans la mesure où elles ne satisfont pas ou ne sont pas appelées à satisfaire les besoins des occupants du sol, effectuer tous travaux y compris tous sondages, en vue de l'approvisionnement en eau de leur personnel ou pour les besoins des opérations pétrolières et activités connexes;

d) utiliser les matériaux du sol qui sont nécessaires à la réalisation des opérations pétrolières ou activités connexes.

Art. 55

L'exercice des droits visés à l'article 54 ci-dessus fait l'objet d'accords entre le titulaire du contrat pétrolier et les occupants légitimes du sol en vue du dédommagement éventuel de ces derniers.

Faute d'accord amiable, le Ministre peut donner au titulaire des autorisations temporaires d'occupation ou d'utilisation en vue de ne pas retarder la bonne réalisation des opérations pétrolières sans préjudice des droits légitimes des parties.

Art. 56

Le Gouvernement peut déclarer d'utilité publique la réalisation des opérations et des installations pétrolières. Il peut en tant que de besoin recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique de tous terrains ou biens dans le cadre de la législation et de la réglementation en la matière.

Art. 57

Sauf en cas d'autorisation spéciale, le titulaire d'un contrat pétrolier ne peut occuper aucun des terrains suivants ni y exécuter des travaux d'aucune sorte :

a) terrains situés à moins de cinquante mètres de tout édifice religieux ou non, habitation, groupe d'habitation, village, cimetière, puits, réservoir, rue, route, chemin de fer, conduites d'eau, canalisation, travaux d'utilité publique et ouvrages d'art;

b) terrains situés à moins de mille mètres d'une frontière, d'un aéroport ou d'un port;

c) terrains déclarés par l'Etat réserves naturelles ou parcs nationaux.

Art. 58

Tous frais et charges entraînés par l'occupation des terrains nécessaires aux opérations pétrolières sont supportés par le titulaire du contrat pétrolier.

Art. 59

Le titulaire d'un contrat pétrolier est tenu de réparer tous dommages ou préjudices causés ou entraînés par les opérations pétrolières ou activités connexes ou par les installations situées à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre contractuel, que ces dommages ou préjudices soient de son fait ou de celui de ses soustraitants. L'indemnité doit correspondre à la valeur du dommage ou du préjudice.

Art. 60

Dans la mesure de la nature et de la durée de leurs travaux, les titulaires d'autorisations de reconnaissance jouissent des mêmes droits et assument les mêmes obligations que les titulaires de contrats pétroliers. Les dispositions de l'article 56 ci-dessus ne sont pas applicables aux titulaires d'autorisations de reconnaissance.

TITRE V

DISPOSITIONS FISCALES, DOUANIERES ET FINANCIERES

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS FISCALES

Art. 61 — Les titulaires de contrats pétroliers sont assujettis pour leurs opérations pétrolières sur le territoire de la République de Guinée à l'impôt direct sur les bénéfices industriels et commerciaux ainsi qu'il est déterminé dans le Code des Contributions Diverses, sous réserve des dispositions du présent chapitre.

Art. 62 — Chaque entreprise visée à l'article précédent, quelle que soit sa nationalité, tient, par année civile, une comptabilité séparée des opérations pétrolières sur le territoire de la République de Guinée qui permet d'établir un compte de résultats et un bilan faisant ressortir tant les résultats desdites opérations que les éléments d'actif et de passif qui y sont affectés ou s'y rattachent directement.

Art. 63 — Le bénéfice imposable est le bénéfice net, déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations pétrolières de l'entreprise effectuées dans le territoire de la République de Guinée, qu'elle s'y livre seule ou en association avec d'autres entreprises, y compris notamment la cession d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation.

Le bénéfice net est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de l'exercice, diminuée des suppléments d'apports et augmentée des prélèvements effectués au cours de cet exercice par l'entreprise ou ses associés. L'actif net s'étend de l'excédent des valeurs d'actif sur le total formé au passif par les créances des tiers, les amortissements et les provisions justifiées.

Le montant non apuré du déficit que l'entreprise justifie avoir subi au titre des opérations pétrolières peut être admis en déduction du bénéfice imposable au-delà de la limitation du délai de report prévue à l'article 141 du Code des Contributions Diverses.

Art. 64 — Le taux de l'impôt direct sur les bénéfices des opé-

rations pétrolières est, sauf dispositions contraires des contrats pétroliers, de cinquante pour cent.

Art. 65 — Doivent être notamment portés au crédit du compte de résultats visé à l'article 62 ci-dessus :

1. La valeur des produits vendus, déterminée en retenant les prix obtenus par l'entreprise, lesquels doivent être conformes aux prix courants du marché international, et établie conformément aux dispositions des contrats pétroliers applicables à l'entreprise.

2. Le cas échéant, aux termes d'un contrat de concession, la valeur de la quote-part de production versée en nature à titre de redevance que la production, en application des dispositions de l'article 23 ci-dessus.

3. Les revenus provenant du transport des hydrocarbures.

4. Les plus-values provenant de la cession ou du transfert d'éléments quelconques de l'actif, sauf dérogations prévues aux contrats pétroliers.

5. Tous autres revenus ou produits se rapportant aux opérations pétrolières, y compris notamment ceux provenant de la vente des substances connexes.

Art. 66 — Le bénéfice net est établi après déduction de toutes charges encourues pour les besoins des opérations pétrolières.

Sont notamment déductibles :

1. Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel et de main-d'œuvre, les loyers des immeubles, le coût des prestations fournies aux entreprises titulaires de contrats pétroliers.

Toutefois, pour les dépenses visées à l'alinéa qui précède :

a) les coûts des fournitures, du personnel et des prestations fournis par des sociétés affiliées aux titulaires des contrats pétroliers ne doivent pas excéder ceux qui seraient normalement facturés dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants pour des fournitures ou prestations similaires ;

b) seul est déductible un montant raisonnable des salaires du personnel à l'étranger de l'entreprise ou de l'une quelconque de ses sociétés affiliées dans la mesure où ce personnel est affecté par l'entreprise aux opérations pétrolières sur le territoire de la République de Guinée ;

c) est également seule déductible une fraction raisonnable des dépenses administratives du siège social de l'entreprise à l'étranger pouvant être imputée aux opérations pétrolières sur le territoire de la République de Guinée.

2. Les amortissements réellement effectués par l'entreprise dans la limite des taux qui sont généralement admis dans l'industrie pétrolière et conformément aux stipulations applicables des contrats pétroliers, y compris les amortissements qui auraient été différés au cours d'exercices antérieurs déficitaires.

3. Les intérêts des capitaux mis par des tiers à la disposition de l'entreprise pour les besoins des opérations pétrolières, dans la mesure où ils n'excèdent pas les taux normaux en usage sur les marchés financiers internationaux pour des prêts de nature similaire.

4. Les intérêts servis aux associés ou à des sociétés affiliées à raison des sommes qu'ils mettent à la disposition de l'entreprise en sus de leur part de capital, si ces sommes sont affectées au développement de gisements d'hydrocarbures dans la République de Guinée et dans la limite où les taux d'intérêt n'excèdent pas les taux mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus.

5. Les pertes de matériels ou de biens résultant de destructions ou de dommages, les créances irrécouvrables et les indemnités versées à des tiers à titre de dommages.

6. Le cas échéant, aux termes d'un contrat de concession, le montant total de la redevance sur la production acquittée, soit en espèces soit en nature, en application des dispositions de l'article 23 ci-dessus.

7. Les provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables.

8. Sous réserve de stipulations contractuelles contraires, toutes autres pertes ou charges directement liées aux opérations pétrolières, à l'exception du montant de l'impôt direct sur les bénéfices industriels et commerciaux visé à l'article 61 ci-dessus.

Art. 67 — Le contrat pétrolier peut spécifier les modalités de recouvrement de l'impôt direct sur les bénéfices industriels et commerciaux, y compris notamment la possibilité de constituer un système d'acomptes provisionnels ou de prévoir un recouvrement de l'impôt en nature.

Art. 68 — Dans la mesure où le contrat pétrolier le prévoit expressément, son titulaire peut être assujéti à une surtaxe pétrolière calculée sur les bénéfices des opérations pétrolières conformément aux stipulations du contrat applicable.

Art. 69 — A l'exception de l'impôt direct sur les bénéfices industriels et commerciaux visé à l'article 61 ci-dessus et, le cas échéant de la redevance sur la production et de la surtaxe pétrolière mentionnées respectivement aux articles 23 et 68 ci-dessus, les entreprises titulaires de contrats pétroliers sont exonérées de tout autre impôt direct frappant les résultats des opérations pétrolières dans le territoire de la République de Guinée et de toute taxe, droit ou impôt de quelque nature que ce soit frappant la production ou la vente des hydrocarbures bruts et tout revenu y afférent, ou exigibles sur les opérations pétrolières ou à l'occasion de l'établissement et du fonctionnement des entreprises titulaires de contrats pétroliers.

L'exonération prévue à l'alinéa qui précède est notamment applicable :

1. à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pour les dividendes versés aux actionnaires des entreprises titulaires de contrats pétroliers et à l'impôt sur le revenu des créances mobilières, telles que les avances, dépôts et cautionnements visés aux paragraphes 3 et 4 de l'article 66.

2. à la contribution des patentes, à la contribution foncière sur les propriétés bâties pour les opérations pétrolières, aux droits d'enregistrement et de timbre auxquels pourraient être assujetties les entreprises titulaires de contrats pétroliers ;

3. au cas où le contrat pétrolier le stipule expressément, à tout autre impôt et taxe dont seraient redevables les entreprises de contrats pétroliers ou leurs sous-traitants ainsi que les employés expatriés de ces entreprises ou de ces sous-traitants.

Par dérogation aux dispositions précédentes de cet article, les impôts fonciers sont exigibles dans les conditions du droit commun sur les immeubles à usage d'habitation, et les exonérations susmentionnées ne s'appliquent ni aux taxes ou redevances perçues en rémunération des services particuliers rendus par l'administration, ni aux taxes ou prélèvements dont le paiement est expressément prévu dans un contrat pétrolier.

Art. 70 — Les titulaires de contrats pétroliers ainsi que leurs sous-traitants sont exonérés de toutes taxes sur le chiffre d'affaires se rapportant aux opérations pétrolières, y compris de la taxe à la production, de la taxe sur les affaires et du droit de timbre.

CHAPITRE II :

dispositions douanières

Art. 71 — Sous réserve des dispositions des articles 72 à 74 ci-dessous, les titulaires de contrats pétroliers et leurs sous-traitants sont soumis aux dispositions du Code des Douanes.

Art. 72 — 1. Les titulaires de contrats pétroliers ainsi que leurs sous-traitants ont le droit d'importer en République de Guinée :

a) les équipements, matériels et véhicules nécessaires aux opérations pétrolières, en suspension de tous droits et taxes d'entrée

b) les matériaux, pièces de rechange et produits consommables nécessaires aux opérations pétrolières, en exonération de tous droits et taxes d'entrée.

2. Les employés expatriés des titulaires des contrats pétroliers et de leurs sous-traitants ont le droit d'importer en République de Guinée :

a) en franchise de tous droits et taxes d'entrée, leurs effets personnels et domestiques, ainsi que l'alimentation, nécessaires à leurs besoins propres ;

b) en suspension de tous droits et taxes d'entrée, un véhicule automobile à usage personnel.

3. Lorsque les marchandises importées au titre des alinéas 1 et 2 ci-dessus cessent d'être directement affectées aux opérations pétrolières ou à l'usage personnel des employés expatriés et demeurent en République de Guinée, elles ne bénéficient plus des avantages douaniers prévus au présent article et les droits et taxes dont l'entreprise, ses sous-traitants ou employés seraient redevables sont calculées sur la valeur réelle desdites marchandises à la date de leur mise à la consommation.

Art. 73. — Les titulaires de contrats pétroliers ont le droit d'exporter en exonération de tous droits et taxes de sortie la fraction des hydrocarbures leur revenant au titre des contrats pétroliers.

CHAPITRE III :

Dispositions financières

Art. 74. — Les titulaires de contrats pétroliers sont soumis à la réglementation des changes de la République de Guinée. Les titulaires de nationalité étrangère peuvent toutefois bénéficier, pendant la durée de leurs contrats, des garanties suivantes :

1. droit d'encaisser et de conserver à l'étranger tous les fonds acquis ou empruntés à l'étranger, y compris les recettes provenant des ventes de leur quote-part de production, et d'en disposer librement, dans la limite des montants excédant leurs obligations fiscales et leurs besoins locaux pour les opérations pétrolières en République de Guinée ;

2. droit de transférer librement hors de la République de Guinée, les recettes des ventes d'hydrocarbures, les dividendes et produits de toute nature des capitaux investis ainsi que les produits de la liquidation ou de la réalisation des avoirs desdits titulaires ;

3. droit de payer directement à l'étranger les entreprises étrangères fournisseuses de biens et de services nécessaires à la conduite des opérations pétrolières ;

4. droit de libre convertibilité entre la monnaie nationale et les devises étrangères convertibles pour toutes les opérations de change se rapportant aux opérations pétrolières.

Les sous-traitants de nationalité étrangère des titulaires de contrats pétroliers peuvent bénéficier des mêmes garanties ainsi que les employés expatriés des titulaires de contrats pétroliers et de leurs sous-traitants.

TITRE VI

DE LA LOI, DU CONTENTIEUX ET DES SANCTIONS

Art. 75. — La loi applicable aux opérations pétrolières et à toutes activités connexes sur le territoire de la République de Guinée ainsi qu'aux personnes de nationalité étrangère ou guinéenne qui s'y livrent à un titre quelconque est la loi guinéenne.

Art. 76. — Les tribunaux guinéens sont seuls compétents pour connaître de toutes infractions, délits ou quasi-délits dont se rendraient coupable les titulaires de contrats pétroliers ou leurs sous-traitants, ainsi que leurs préposés ou employés.

Art. 77. — Les contrats pétroliers peuvent comporter des clauses prévoyant la stabilité des conditions contractuelles ainsi que des clauses prévoyant l'arbitre international en vue du règlement des différends éventuels entre l'Etat et les titulaires de contrats pétroliers concernant l'interprétation ou l'application de ces derniers.

Art. 78. — Les infractions aux dispositions du présent Code ainsi qu'aux actes gouvernementaux et règlements pris pour son application sont constatées par procès-verbaux établis par des fonctionnaires assermentés et habilités à cet effet.

Ces infractions sont punies d'une amende suivant le cas de 250 000 à 2 500 000 francs guinéens. En cas de récidive, le montant de l'amende est doublé.

Art. 79. — En cas de violation grave des dispositions du présent Code ou de celles du contrat pétrolier, et après une mise en demeure du titulaire de ce dernier, non suivie d'effet dans le délai stipulé au contrat pétrolier, l'Etat peut prononcer la déchéance du contrat.

TITRE VII

DISPOSITION TRANSITOIRES ET DIVERSES

Art. 80. — Les contrats pétroliers de toute nature conclus antérieurement à la date d'application du présent Code restent en vigueur pour leur durée de validité et continuent à être régis par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de leur conclusion.

Art. 81. — Les dispositions de l'ordonnance n° 239/PRG/84 du 3 octobre 1984 portant Code des Investissements ne sont pas applicables aux activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures.

Art. 82. — Les modalités d'application du présent Code sont déterminées par ordonnance ou décret ainsi que par les arrêtés ou règlements pris en la matière.

Art. 83. — La présente ordonnance portant Code Pétrolier de la République de Guinée sera publiée au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 23 septembre 1986

GENERAL LANSANA CONTE

ANNONCES LEGALES

ACCORD DE CREDIT DE DEVELOPPEMENT

Accord, en date du 8 avril 1986 entre la République de Guinée (l'emprunteur) et l'Association Internationale de Développement (l'association).

Attendu que l'emprunteur, s'étant assuré que le Projet décrit dans l'annexe 2 au présent accord est faisable et prioritaire, a demandé à l'Association de contribuer à son financement ; et Attendu que l'Association a accepté, à la suite notamment de ce qui précède, d'accorder à l'emprunteur un crédit aux conditions stipulées ci-après :

Par ces motifs, les parties au présent accord sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Conditions générales : Définitions

Section 1.01 Les conditions générales applicables aux accords de crédit de développement de l'Association, en date du 1^{er} janvier 1985 (les conditions générales), font partie intégrante du présent accord.

Section 1.02 A moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes et expressions définis dans les conditions générales et dans le préambule du présent accord ont les significations figurant dans lesdites conditions générales et dans ledit préambule. En outre, les termes et expressions ci-après ont les significations suivantes :

a) l'expression « compte spécial » désigne le compte visé à la section 2.02 (b) du présent accord ;

b) l'expression « fonds de roulement » désigne le compte visé à la section 3.01 (b) du présent accord ;

c) l'expression « avance pour la préparation du Projet » désigne l'ensemble des avances pour la préparation du projet accordées par l'Association à l'emprunteur comme suite à l'échange de lettre en date du 28 septembre 1984 et, des 26 juin et 13 août 1985 entre l'emprunteur et l'association ;

d) le sigle MRNEE désigne le Ministère des Ressources Naturelles, de l'Energie et de l'Environnement, Ministère de l'emprunteur chargé des ressources naturelles ;

e) le sigle « DGMG » désigne la Direction générale des Mines et de la Géologie, Direction générale du MRNEE chargée de l'administration du secteur minier ;

f) le sigle « CBG » désigne la Compagnie des Bauxites de Guinée, Société mixte commerciale et industrielle d'exploitation de bauxite, constituée entre l'emprunteur et la société Halco Mining Company ;

g) le sigle « OBK » désigne l'Office des Bauxites de Kindia, Société d'Etat commerciale et industrielle d'exploitation de bauxite ;

h) le sigle « MIFERGUI » désigne la Société des Mines de Fer de Guinée pour l'exploitation des Monts Nimba, Société créée pour mettre en œuvre le Projet Mifergui ; et

i) l'expression « Projet Mifergui » désigne le projet qui permettra à la MIFERGUI d'exploiter les gisements de minerai de fer des Monts Nimba sur le territoire de l'emprunteur.

ARTICLE II

Le crédit

Section 2.01 L'association consent à l'emprunteur, aux conditions stipulées ou visées dans l'accord de crédit de développement, un crédit en monnaies diverses d'un montant équivalant à trois millions sept cent mille droits de tirage spéciaux 3.700.000 DTS).

Section 2.02.

a) Le montant du crédit peut être retiré du compte de crédit au titre des dépenses effectuées (ou, si l'Association y consent, des dépenses à effectuer) pour régler le coût raisonnable des fournitures et services nécessaires au Projet décrit dans l'Annexe 2 au présent accord et devant être financés au moyen du crédit, conformément aux dispositions de l'Annexe 1 au présent accord, y compris les modifications qui pourraient être apportées à ladite Annexe d'un commun accord entre l'emprunteur et l'Association.

b) Aux fins du Projet, l'emprunteur ouvre et conserve un compte spécial en dollars E.U. auprès d'une banque commerciale à des conditions jugées satisfaisantes par l'Association. Les dépôts au compte Spécial et les paiements effectués au moyen du compte spécial sont régis par les dispositions de l'Annexe 4 au présent Accord.

c) Dans les meilleurs délais après la date d'entrée en vigueur, l'Association, au nom de l'Emprunteur, retire du compte de Crédit et se verse à elle-même le montant nécessaire pour rembourser le principal de l'avance pour la préparation du projet retiré et non encore remboursé à ladite date et pour régler toutes les charges y afférentes. Le solde non retiré du montant autorisé de l'avance pour la préparation du projet est alors annulé.

Section 2.03. La Date de clôture est fixé au 30 juin 1990 ou à toute date ultérieure arrêtée par l'Association et communiquée à l'Emprunteur dans les meilleurs délais.

Section 2.04.

a) L'Emprunteur verse à l'Association une commission d'engagement au taux annuel de un demi pour cent (0,50 %) sur le principal du Crédit non retiré. La commission court d'une date tombante soixante jours après la date de l'Accord de Crédit de Développement jusqu'aux dates respectives auxquelles des montants sont retirés par l'Emprunteur du compte de Crédit ou sont annulés.

b) La commission d'engagement est versée : i) aux lieux que l'Association peut raisonnablement choisir ; ii) sans restrictions d'aucune sorte imposées par l'Emprunteur ou sur le territoire de l'Emprunteur ; et ii) dans la monnaie spécifiée dans le présent Accord aux fins d'application de la Section 4.02 des conditions générales ou dans toute(s) autres monnaie(s) acceptable(s) pouvant être désignée(s) ou choisie(s) en vertu des dispositions de ladite Section.

Section 2.05. L'Emprunteur verse à l'Association une commission de service au taux annuel de trois quarts de un pour cent (0,75 %) sur le principal du Crédit retiré et non encore remboursé.

Section 2.06. Les commissions d'engagement et de service sont payables semestriellement le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre de chaque année.

Section 2.07. L'Emprunteur rembourse le principal du Crédit par échéances semestriellement payables le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre, à compter du 1^{er} mars 1996, la dernière échéance étant payable le 1^{er} septembre 2035 ; chaque échéance, jusqu'à celle du 1^{er} septembre 2005 comprise, étant égale à un demi pour cent (0,50 %) dudit principal et chaque échéance postérieure étant égale à un et demi pour cent (1,50 %) dudit principal.

Section 2.08. La monnaie des Etats-Unis d'Amérique est désignée aux fins d'application de la Section 4.02. des conditions générales.

ARTICLE III

Exécution du Projet

Section 3.01.

a) L'Emprunteur déclare qu'il souscrit pleinement aux objectifs du projet, tels qu'ils sont décrits dans l'Annexe 2 au présent Accord, et, à cette fin, exécute le projet, par l'intermédiaire du MRNEE avec la diligence et l'efficacité voulues et selon des méthodes administratives, financières et minières appropriées, il fournit, au fur et à mesure des besoins, les fonds, installations, services et autres ressources nécessaires au projet.

b) Sans préjudice des dispositions du paragraphe (a) de la présente Section en ce qui concerne la fourniture de fonds, l'emprunteur s'engage, exclusivement aux fins du projet, à :

i) ouvrir, et conserver par la suite, dans la monnaie de l'emprunteur et au nom du MRNEE, un compte (le Fonds de Roulement) auprès d'une banque commerciale, à des conditions jugées satisfaisantes par l'Association ;

ii) déposer au Fonds de Roulement un dépôt initial équivalant à cinquante mille dollars (50 000)

iii) déposer par la suite au Fonds de Roulement, le premier jour de chaque trimestre, un montant équivalant au montant des fonds dont le Projet a besoin, tel qu'il a été établi par le MRNEE pour ledit trimestre.

Section 3.02. Pour faciliter l'exécution du Projet, l'Emprunteur :

a) nomme et maintient en fonction, en qualité d'Administrateur du projet, un Guinéen dont l'expérience et les qualifications sont jugées satisfaisantes par l'Association et qui sera essentiellement chargé de coordonner l'ensemble des activités du projet et des programmes de formation, de superviser la passation des marchés pour le projet et les demandes de retrait, et de tenir et contrôler tous les comptes du projet ;

b) le 31 juillet 1986 au plus tard, engage trois consultants pour aider à l'exécution des Parties A, B et C du projet, conformément aux dispositions de la Section II de l'Annexe 3 au présent accord ; et

c) fournit à l'Association le nom et les qualifications des homologues guinéens désignés pour travailler avec lesdits consultants.

Section 3.03. L'Emprunteur soumet à l'Association, pour examen et observations, les résultats et recommandations des études visées à la Partie A du Projet, dès qu'ils seront disponibles.

Section 3.04. L'Emprunteur :

a) au plus tard le 31 décembre 1986, soumet à l'approbation de l'Association l'étude visée à la Partie C (3) du Projet et un plan de rationalisation des effectifs du secteur minier au sein du MRNEE ;

b) met ensuite à exécution ledit plan, selon un calendrier jugé acceptable par l'Association.

Section 3.05. L'Emprunteur n'exécute les Parties B (2) et B (3), respectivement, du Projet que lorsque l'Association aura approuvé les résultats et conclusions techniques des activités menées dans le cadre des Parties B (1) et B (2), respectivement, du Projet.

Section 3.06. Avant d'octroyer une bourse de perfectionnement au titre de la Partie D du Projet, l'Emprunteur soumet à l'approbation de l'Association les qualifications des candidats retenus et le programme d'études qu'ils doivent suivre.

Section 3.07. L'Emprunteur met ses données géologiques à la disposition des parties intéressées à un coût modique couvrant uniquement les frais de reproduction desdites données.

Section 3.08. L'Emprunteur prend toutes les mesures nécessaires pour qu'un nouveau Code des Investissements, jugé satisfaisant par l'Association, soit promulgué au plus tard le 30 juin 1986.

Section 3.09. A moins que l'Association n'en convienne autrement, la passation des marchés de fournitures et de travaux et les services de consultants nécessaires au Projet et devant être financés sur le montant du Crédit sont régis par les dispositions de l'Annexe 3 au présent Accord.

ARTICLE IV

Clauses Financières

Section 4.01.

a) L'Emprunteur tient ou fait tenir de façon régulière, conformément à des pratiques comptables appropriées, les comptes séparés nécessaires pour enregistrer les opérations, les ressources et les dépenses, relatives au Projet, des services ou organismes de l'Emprunteur chargés d'exécuter le Projet ou une partie dudit Projet.

b) L'Emprunteur :

i) fait vérifier, conformément à des principes d'audit appropriés et appliqués systématiquement, les comptes visés au paragraphe (a) de la présente Section, y compris le Compte Spécial, pour chaque exercice, par des experts-comptables indépendants jugés acceptables par l'Association ;

ii) fournit à l'Association dans les meilleurs délais, et dans tous les cas six mois au plus tard après la clôture de l'exercice auquel il se rapporte, une copie certifiée conforme du rapport d'audit desdits experts-comptables dont la portée et les détails ont été raisonnablement fixés par l'Association ; et

iii) fournit à l'Association tous autres renseignements concernant lesdits comptes et leur audit, et lesdites écritures que l'Association peut raisonnablement demander.

ARTICLE V

Recours de l'Association

Section 5.01. Aux fins d'application de la Section 6.02. (h) des Conditions Générales, le fait ci-après est également spécifié, à savoir que le MRNEE a été dissout ou que son organisation et ses fonctions ont été modifiées de manière à compromettre sensiblement l'exécution du Projet.

ARTICLE VI

Date d'entrée en vigueur : Terminaison

Section 6.01. Au sens de la Section 12.01.(b) des conditions générales, l'entrée en vigueur de l'Accord de Crédit de développement est également subordonnée à la condition suivante, à savoir que le Fonds de Roulement visé à la Section 3.01(b) du présent Accord a été ouvert et que le dépôt initial visé à ladite Section a été effectué.

Section 6.02. La date tombant 120 jours après la date du présent Accord est spécifiée aux fins d'application de la Section 12.04. des conditions générales.

ARTICLE VII

Représentation de l'Emprunteur

Section 7.01. Le Ministre de l'Emprunteur chargé des Ressources Naturelles est le représentant de l'Emprunteur aux fins d'application de la Section 11.03. des conditions générales :

Section 7.02. Les adresses ci-dessous sont spécifiées aux fins d'application de la Section 11.01. des conditions générales :

Pour l'Emprunteur :

Ministère des Ressources Naturelles de l'Energie et de l'Environnement

B.P 295

Conakry

Guinée

Adresse télégraphique :

MINGEO

Télex :

650

Pour l'Association :

Association Internationale de développement

1818 H Street, N.W.

Washington, D.C. 20433

Etats-Unis

Adresse télégraphique :

INDEVAS

Washington, D.C.

Télex :

440098 (ITT)

248423 (RCA) ou
64145 (WUI)

EN FOI DE QUOI les parties au présent Accord, agissant par l'intermédiaire de leurs représentants dûment autorisés à cet effet, ont fait signer le présent Accord en leurs noms respectifs dans le District de Columbia, Etats-Unis, les jours et ans que dessus.

REPUBLIQUE DE GUINEE

Par S.E. Tolo BEAVOGUI

Représentant Autorisé

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT

Par Mr. Wilfried P. THALWITZ

Vice-Président,

Bureau régional Afrique de l'Ouest

★ L'Accord de Crédit de développement a été signé dans son texte original en anglais.

ANNEXE I

Retrait des Fonds du Crédit

1. Le tableau ci-dessous indique les Catégories de travaux, fournitures et services qui doivent être financés au moyen du Crédit, le montant du Crédit affecté à chaque Catégorie et le pourcentage de dépenses au titre de travaux, de fournitures ou de services dont le financement est autorisé dans chaque Catégorie :

Catégorie	Montant Affecté (Exprimé en DTS)	% de Dépenses Financé
1) Matériel, y compris véhicules et pièces détachées	380 000	100 % des Dépenses en devises
2) Services de consultants et d'audit	1 710 000	100 % des dépenses en devises
3) Acquisition de données géophysiques	340 000	100 % des dépenses en devises
4) Formation et bourses de perfectionnement	190 000	100 % des dépenses en devises
5) Remboursement de l'Avance pour la préparation du projet	850 000	Montant dû en vertu de la Section 2.02(c) du présent Accord
6) Non affecté	330 000	
TOTAL	3 700 000	

2. Aux fins de la présente Annexe, l'expression « dépenses en devises » désigne les dépenses effectuées dans la monnaie de tout pays autre que celui de l'Emprunteur pour des fournitures ou des services provenant du territoire de tout pays autre que celui de l'Emprunteur.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, aucune somme ne peut être retirée pour régler des dépenses effectuées avant la date du présent Accord.

ANNEXE 2

Description du Projet

Le Projet a pour objectif de renforcer les moyens dont dispose l'Emprunteur pour gérer ses prises de participation dans des projets miniers, présents et futur, et pour stimuler les investissements locaux et étrangers dans le secteur minier de l'Emprunteur.

Sous réserve des modifications que l'Emprunteur et l'Association pourraient convenir de lui apporter en vue d'atteindre lesdits objectifs, le Projet comprend les parties suivantes :

Partie A : Gestion des participations que détient l'Emprunteur dans des Sociétés Minières

1) Exécution d'une étude en vue de mettre au point une stratégie d'entreprise pour l'OBK.

2) Recherche et négociation de solutions appropriées pour régler les questions en suspens concernant la CBG, telles que la fiscalité et la productivité.

3) Préparation d'un plan de restructuration pour la MIFER-GUI et le Projet Mifergui.

Partie B : Etablissement d'une Base de Données Géologiques

1) Mise au point d'un programme de prospection pour identifier les ressources minérales offrant des perspectives économiques à court terme.

2) Exécution du programme de prospection mentionné au paragraphe (1) ci-dessus, et notamment établissement de cartes, creusement de tranchées et de puits, et analyse des échantillons de minéraux identifiés dans le cadre de la partie B (1), préparation de rapports techniques incorporant les données géologiques nouvelles et existantes, et création d'un centre de données géologiques.

3) Préparation de dossiers de promotion de la prospection qui seront distribués aux investisseurs potentiels dans le secteur minier de l'Emprunteur.

4) Acquisition de données géophysiques exclusives.

Partie C : Réorganisation et renforcement des services miniers du MRNEE

1) Réorganisation du service de contrôle minier et contrôle des activités minières actuellement menée par les titulaires de droits miniers.

2) Rénovation et équipement des laboratoires de la DGMG.

3) Exécution d'une étude pour évaluer les besoins de personnel du secteur minier au sein du MRNEE et organisation de tests pour déterminer le niveau de qualification et d'expérience de chaque employé.

Partie D : Formation et bourses de Perfectionnement

1) Formation en cours d'emploi et Organisation de séminaire à l'intention du personnel de la DGMG sur certains aspects spécialisés de la prospection minière et de la promotion des zones présentant un intérêt minier.

2) Bourse de perfectionnement à l'intention du personnel de la DGMG pour des visites et stage de courte durée à l'étranger.

L'achèvement du projet est prévu pour le 31 décembre 1989.

ANNEXE 3

Passation des Marchés et Services de Consultants SECTION I. Passation des Marchés de Fournitures et de Travaux

Partie A : Procédure de Passation des Marchés

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessous, les marchés de marchandises dont le coût estimatif est égal ou supérieur à la contre-valeur de 50 000 dollars par marché peuvent être passés par appel d'offres international restreint sur la base d'une évaluation et d'une comparaison des offres présentées par au moins quatre fournisseurs qualifiés répondant aux conditions décrites dans les Directives concernant la passation des Marchés Financés par les prêts de la BIRD et les Crédits de l'IDA », publiées par la Banque en mai 1985 (les Directives), et selon des procédures conformes à celles qui sont décrites dans les Sections I et II des Directives (à l'exclusion des paragraphes 2.8, 2.9, 2.55 et 2.56 desdites directives).

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessous, les marchés de marchandises dont le coût estimatif est inférieur à la contre-valeur de 50 000 dollars par marché, à concurrence d'un montant global ne dépassant pas la contre-valeur de 150 000 dollars, peuvent être passés sur la base d'une comparaison des offres de prix demandés à au moins trois fournisseurs répondant aux conditions décrites dans des Directives, conformément à des procédures jugées acceptables par l'Association.

3. L'acquisition de données géophysiques exclusives peut être effectuée de gré à gré.

Partie B : Examen par l'Association des Décisions Concernant la Passation Marchés

1. Examen des appels d'offres et de l'attribution envisagée, et passation définitive des marchés.

a) Tout marché dont le coût estimatif est égal ou supérieur à la contre-valeur de 50 000 dollars est régi par les procédures décrites aux paragraphes 2 et 4 de l'Annexe 1 aux Directives. Lorsque des paiements au titre dudit marché doivent être effectués au moyen du Compte Spécial, lesdites procédures sont modifiées de façon à ce que les deux copies certifiées conformes du marché qui doivent être fournies à l'Association en vertu des dispositions du paragraphe 2 (d) de l'Annexe 1 aux Directives soient fournies à l'Association avant que soit effectué le premier retrait de fonds du Compte Spécial au titre dudit marché.

b) Tout marché qui n'est pas régi par le paragraphe précédent est régi par les procédures décrites aux paragraphes 3 et 4 de

l'Annexe 1 aux Directives. Lorsque des paiements au titre dudit marché doivent être effectués au moyen du Compte Spécial, lesdites procédures sont modifiées de façon à ce que les deux copies certifiées conformes du marché et les autres renseignements qui doivent être fournis à l'Association en vertu des dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe 1 aux Directives soient fournis à l'Association au titre des pièces justificatives à présenter conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'Annexe 4 au présent Accord.

2. Le pourcentage de 10 est spécifié aux fins du paragraphe de l'Annexe 1 aux Directives.

Section II. Emploi de Consultants

Pour faciliter l'exécution du Projet, l'Emprunteur emploie des consultants dont les qualifications, l'expérience, le mandat et les conditions d'emploi sont jugés satisfaisants par l'Association. Ces consultants sont choisis conformément à des principes et procédures jugés satisfaisants par l'Association suivant les « Directives pour l'Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale et par la Banque Mondiale en tant qu'Agence d'Exécution » publiées par la Banque en août 1981.

ANNEXE 4 Compte Spécial

1. Aux fins de la présente Annexe :

a) le terme « Catégorie autorisée » désigne les Catégories 1 à 4 indiquées dans le tableau du paragraphe 1 de l'Annexe 1 au présent Accord ;

b) l'expression « dépenses autorisées » désigne des dépenses effectuées pour régler le coût raisonnable des fournitures et services nécessaires à l'exécution du projet et devant être financées sur les fonds du Crédit affectés aux Catégories autorisées conformément aux dispositions de l'Annexe 1 au présent Accord, et

c) l'expression « Montant Autorisé » désigne le montant équivalent à 100 000 dollars qui doit être retiré du Compte de Crédit et déposé au Compte Spécial conformément aux dispositions du paragraphe 3 (a) de la présente Annexe.

2. A moins que l'Association n'en convienne autrement, les paiements effectués au moyen du Compte Spécial servent exclusivement à financer des dépenses autorisées conformément aux dispositions de la présente Annexe.

3. Après que l'Association a reçu des pièces établissant à la satisfaction de l'Association que le Compte a été dûment ouvert, les retraits sur le Montant Autorisé et les retraits ultérieurs en vue de reconstituer le Compte Spécial peuvent être effectués comme suit :

a) Lorsque l'Emprunteur, présente une demande ou des demandes de dépôt (s) à concurrence du Montant Autorisé, l'Association, au nom de l'emprunteur, retire du Compte de Crédit et dépose au Compte Spécial le ou les montants que l'Emprunteur a demandé (s).

b) L'Emprunteur présente à l'Association, à intervalles précisés par l'Association, des demandes de reconstitution du Compte Spécial. Sur la base de ces demandes, l'Association retire du Compte de Crédit et dépose au Compte Spécial les fonds nécessaires pour reconstituer ledit Compte Spécial, le montant desdits fonds ne dépassant pas les sommes retirées du Compte Spécial pour financer des dépenses autorisées.

L'Association effectue chacun desdits dépôts en faisant des retraits du Compte de Crédit au titre des Catégories autorisées respectives et pour les montants équivalents respectifs, justifiés par les documents fournis à l'appui de la demande de dépôt conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la présente Annexe.

4. Pour tout paiement que l'Emprunteur a effectué au moyen du Compte Spécial et au titre duquel il présente une demande de reconstruction conformément aux dispositions du paragraphe 3 (b) de la présente Annexe.

L'Emprunteur fournit à l'Association, au plus tard au moment de ladite demande, tous les documents et autres pièces

que l'Association peut raisonnablement demander, attestant que le paiement a été effectué au titre de dépenses autorisées.

5. a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de la présente Annexe, l'association n'effectue aucun autre dépôt au Compte Spécial dès lors qu'est survenu un des faits ci-après :

i) l'Association a déterminé que l'Emprunteur peut effectuer directement tout nouveau retrait du Compte de Crédit conformément aux dispositions du paragraphe (a) de la Section 2.02 du présent accord ; ou

ii) Le montant total non retiré du Crédit affecté aux Catégories autorisées du Projet, moins le montant de tout accord conditionnel de remboursement passé par l'Association et de tout engagement spécial pris par l'Association, conformément à la section 5.02 des Conditions Générales au titre du Projet, est équivalent au double du Montant Autorisé.

b) Par la suite, le solde de Crédit affecté aux catégories autorisées du projet est retiré du Compte de Crédit conformément aux procédures notifiées à l'Emprunteur par l'association et ce, uniquement après qu'il a été établi et dans la mesure où il a été établi à la satisfaction de l'Association que la totalité du solde du Compte Spécial à la date de notification a servi ou servira à régler des dépenses autorisées.

6. a) Si l'Association estime à un moment quelconque qu'un paiement au moyen du Compte Spécial i) a été effectué pour régler une dépense ou un montant non autorisé en vertu des dispositions du paragraphe 2 de la présente Annexe, ou ii) n'était pas justifié par les pièces fournies conformément au paragraphe 4 de la présente Annexe, l'Emprunteur, dès notification de l'Association, dépose au Compte Spécial (ou, si l'Association le demande, rembourse à l'Association) un montant égal audit paiement, ou à la fraction dudit paiement, qui n'était pas autorisé ou justifié. L'Association n'effectue aucun nouveau dépôt au Compte Spécial tant que l'Emprunteur n'a pas effectué ledit dépôt ou remboursement.

b) Si l'Association à un moment quelconque que tout solde éventuel du Compte Spécial n'est pas nécessaire pour effectuer d'autres paiements au titre des dépenses autorisées, l'Emprunteur s'engage, dès notification de l'Association, à rembourser à l'Association ledit solde du Compte Spécial pour qu'il soit versé au Compte de Crédit.

L'accord de crédit dont il est fait mention peut être consulté par toute personne intéressé au greffe du parquet de la chambre d'annulation du Ministère de la Justice.

AVIS JURIDIQUE N° 0119/CHA/CS/86

Vu l'Article 11 de l'Ordonnance n° 110/PRG/86 du 5 Juillet 1986, autorisant la défunte Cour Suprême à régler les dossiers en instance ;

Vu l'Article 40 de l'Ordonnance n° 115/PRG/84 du 14 Juillet 1984, fixant les compétences de la Chambre Administrative de la Cour Suprême ;

Vu la lettre n° 034/MJ/CAB en date du 16 Juillet 1986 de Monsieur le Ministre de la Justice, Garde des sceaux, tendant à solliciter l'opinion juridique de la Cour Suprême (Chambre Administrative), sur la conformité avec la législation actuellement en vigueur en République de Guinée de l'Accord de Crédit n° 1637-GUI signé le 8 Avril 1986 à Washington entre la République de Guinée et l'I.D.A. (Association Internationale de Développement) d'un montant global de 3 700 000 D.T.S ;

Attendu que l'Accord de Crédit sus-visé a pour objet de renforcer les moyens dont dispose le Gouvernement de la République de Guinée pour gérer ses prises de participation dans les projets miniers, présents et futurs, et de stimuler les investissements locaux et étrangers dans le secteur minier Guinéen ;

Attendu que, pour la validité de tout Accord du genre, au regard de la législation Guinéenne, l'accomplissement des forma-

lités requises est obligatoire, dont, notamment, l'obtention par le Représentant du Gouvernement des Pouvoirs nécessaires, la ratification et la promulgation par l'Autorité compétente dudit Accord, et l'Avis-Juridique émanant de l'Autorité judiciaire compétente ;

. Attendu que les deux premières formalités ont été satisfaites ; qu'en effet :

— l'Accord de Crédit a été signé, pour la République de Guinée, par S.E.M. Tolo BEAVOGUI, Ambassadeur de Guinée aux Etats-Unis d'Amérique, Représentant autorisé ;

— par Ordonnance n° 108/PRG/86 du 5 Juillet 1986, Monsieur le Président de la République a ratifié et promulgué l'Accord de Crédit visé en objet ;

Attendu que, dès lors, l'Avis Juridique sollicité peut être délivré ;

LA CHAMBRE ADMINISTRATIVE :

Réunie en audience publique le 22 Juillet 1986 à 9 heures ; Le Ministère Public entendu ;

PAR CES MOTIFS :

Déclare l'Accord de Crédit, ses annexes et les documents y afférents, conformes en toutes leurs dispositions à la législation actuellement en vigueur, ainsi qu'aux dispositions de l'ordre public international de la République de Guinée ;

Dit que les obligations contractées par la République de Guinée, en vertu de ces documents, sont pleinement valables et l'engagent sans restriction ni réserve ;

Que S.E.M. Tolo BEAVOGUI, Représentant du Gouvernement Guinéen, a été dûment habilité à signer ledit Accord ;

Dit en conséquence que la signature de S.E.M. Tolo BEAVOGUI engage la République de Guinée au regard de cet Accord, de ses Annexes et des documents y afférents, ainsi que de toutes leurs conséquences ultérieures./.

Le Greffier

Ousmane Coumbassa

Conakry, le 24 Juillet 1986
P/La Chambre Administrative
Le Président

Alpha Ibrahima Diallo

19

20

1.

2.

Priz
Priz

21

4 Ju

28 S

23 Se

Annon

V
1984

VT

VT

son d

n°
que

Off

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

PARAISSANT LE 15 ET LE 30 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	FRAIS POSTAUX
1. — Ordinaires un an six mois Guinée 3 000 FG 2 000 FG	Les demandes d'abonnements et annonces doivent être adressées au Directeur de l'Imprimerie Nationale « Patrice-Lumumba » B.P. : 156 — Conakry	Guinée (ordinaires) 10 F.G. Afrique (avion) 15 F.G. Autres pays (avion) 20 F.G.
2. — Par Avion un an six mois Afrique 5 500 FG 4 000 FG. Autres pays 7 200 FG 5 600 FG	Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 100 FG	ANNONCES ET AVIS La ligne 300 FG Chaque ligne répétée moitié prix (Il n'est jamais compté moins de 500 FG pour les annonces) Les annonces devront parvenir au plus tard le 7 et 23 de chaque mois.
Prix du n° des années antérieures 150 FG Prix du n° de l'année courante 100 FG	Les abonnements et annonces sont payables d'avance à l'INPL Compte bancaire I.N.P.L. n° 059-018-01-59 BICI-GUI CKRY-(R.G.)	

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

25 mars	011 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du secrétariat d'Etat auprès du ministère de la santé et des affaires sociales chargé des affaires sociales	135
25 mars	012 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications	135
25 mars	013 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports	126
7 avril	014 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du secrétariat général du gouvernement	137
7 avril	015 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du ministère des ressources humaines de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	138
7 avril	016 PRG-86 — Décret fixant les attributions du ministère de l'éducation nationale	139
7 avril	017 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du secrétariat d'Etat auprès du ministère de l'éducation nationale	139
7 avril	018 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du ministère du développement rural	142
7 avril	019 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du secrétariat d'Etat à la pêche	142
17 avril	020 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du ministère du plan et de la coopération nationale	142
17 avril	021 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du ministre délégué auprès du Président de la République chargé de l'interim et de la décentralisation	143
17 avril	022 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du secrétariat d'Etat auprès du ministre délégué à l'interim et de la décentralisation chargé de décentralisation	145
17 avril	023 PRG-86 — Décret fixant les attributions du	

17 mars	024 PRG-86 — Décret fixant les attributions de l'organisation du secrétariat d'Etat à la fonction publique	146
12 mars	075 PRG-86 — Ordonnance créant au sein du secrétariat d'Etat aux Postes et télécommunications un centre des chèques postaux et de la caisse nationale d'épargne	147
29 mars	081 PRG-86 — Ordonnance rectifiant les articles 1 ^{er} et 8 ^e et la date de l'ordonnance n° 316 PRG-85 du 21 décembre 1985	147
10 avril	082 PRG-86 — Ordonnance portant mouvement dans le personnel de certains hauts fonctionnaires du Ministère de l'Information	148
15 avril	084 PRG-86 — Ordonnance portant nomination de Monsieur Amadou Binari Diallo, en qualité de secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports	148
24 avril	085 PRG-86 — Ordonnance portant rectificatif à l'article 3 de l'ordonnance n° 096 PRG-85 du 22 avril 1985	147
24 avril	086 PRG-86 — Ordonnance portant nomination de Monsieur Moussa Kourouma, en qualité de directeur préfectoral de l'éducation et de la culture de Guékédou	148
25 avril	088 PRG-86 — Ordonnance accordant une bourse de stage à Monsieur Mamadou Ciré Barry en République Centrafricaine	148
25 avril	089 PRG-86 — Ordonnance accordant une bourse de stage à Monsieur Mamadou Chérif Diallo, en France	148
25 avril	090 PRG-86 — Ordonnance accordant une bourse de stage à Monsieur Kabiné Kaba, en RDA	148
25 avril	091 PRG-86 — Ordonnance accordant une bourse de stage à Monsieur Amadou Barry, à Dakar	148
25 avril	092 PRG-86 — Ordonnance accordant une bourse d'études supérieures en URSS aux étudiants cités dans le texte	148
25 avril	093 PRG-86 — Ordonnance accordant une bourse de stage à Monsieur Mamadou Dian Baldé en RFA	148
25 avril	094 PRG-86 — Ordonnance accordant une bourse d'études supérieures en Bulgarie aux étudiants cités dans le texte	149
25 avril	095 PRG-86 — Ordonnance accordant une bourse de stage en France aux étudiants cités dans le texte	149
25 avril	096 PRG-86 — Ordonnance accordant une bourse de stage à Monsieur Mamadou Iliass Diallo à Ouagadougou	149
25 avril	097 PRG-86 — Ordonnance accordant une bourse de stage à Monsieur Mamadou S. Sall, en France	149

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

28 avril	1888 MDR - CAB - Arrêté agréant la précoopératrice agricole fruitière de Coyah	149
28 avril	1889 MDR - Arrêté agréant la précoopérative des planteurs Gbaco François Zoumanigui de Sikhourou, Préfecture de Forécariah	149
28 avril	1890 MDR - CAB - Arrêté agréant la précoopérative des planteurs de Findémouah comme coopérative agricole.	
28 avril	1891 MDR-CAB - Arrêté agréant la précoopérative de production agricole de Siguir, COPROAS	149
28 avril	1887 MDR-CAB - Arrêté agréant la précoopérative des planteurs de Kindia centre, comme coopérative agricole	149
28 avril	1892 MDR-CAB - Arrêté agréant la précoopérative agricole de fruits et légumes de Saint Alexis de la Préfecture de Siguir	149
28 avril	1886 MDR-CAB - Arrêté agréant la précoopérative des planteurs « Allantou » de Farmoroh préfecture de Forécariah	150

SECRETARIAT D'ETAT AU COMMERCE

12 mars	1291 SEC-DC OPC - Arrêté agréant en qualité de commerçants de la catégorie Import-Exports les Messieurs cités dans le texte	150
28 mars	1457 SEC-DC-OPC - Arrêté portant annulation de la carte professionnelle n° 007-IP-85 du 10 septembre 1985 et l'arrêté n° 8305 MC OPC du 11 septembre 1985	150
16 avril	1625 SEC-DC-OPC - Arrêté agréant Monsieur Younoussa Bah, en qualité de commerçant de la catégorie Import-Export	150
17 avril	1651 SEC-DC-OPC - Arrêté agréant Madame Laouratou Bah, en qualité de commerçante de la catégorie Import-Export	150
17 avril	1652 SEC-DC-OPC - Arrêté agréant en qualité de commerçant de la catégorie Import-Export les Messieurs cités dans le texte	150
17 avril	1653 SEC-DC-OPC - Arrêté agréant Monsieur El hadj Fodé Momo Bangoura en qualité de commerçant de la catégorie Import-Export	150
23 avril	1779 SEC-DC-OPC - Arrêté agréant Monsieur Saïfouké Touré, en qualité de commerçant de la catégorie détaillant de boutique	150

MINISTERE DES RESSOURCES NATURELLES DE L'ENERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT

15 mars	1298 SGG-MRNEE - Arrêté restant maintenu à son poste à la CBG Monsieur El hadj Abdoulaye Baldé rédacteur d'administration principal classe unique	150
15 mars	1299 SGG-MRNEE - Arrêté portant nomination de Monsieur Yaya Cissé en qualité de coordinateur du projet EPITEC International	150
15 mars	1300 SGG-MRNEE - Arrêté détachant au projet EPITEC International en qualité d'homologue les cadres de la direction générale des Mines et de la géologie cités dans le texte	150

MINISTERE DES RESSOURCES HUMAINES DE L'INDUSTRIE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

8 févr	742 PRG-SGG-MRHI-PME-ON-PME - Arrêté autorisant la société INDEX S.A. à s'installer en République de Guinée	151
26 févr	1077 PRG-SGG-MRHI-PME-ON-PME - Arrêté autorisant Monsieur Ibrahim Sory Touré à installer une fabrique d'emballage en carton à Conakry	151
27 févr	1092 PRG-SGG-MRHI-PME - Arrêté autorisant la société SARL dénommée « SIPESCA » à s'installer en République de Guinée	151
27 févr	1094 PRG-SGG-MRHI-PME-ON-PME - Arrêté autorisant Monsieur Aboubacar Demba Touré, à installer une entreprise de transport en République de Guinée	151
11 mars	1274 PRG-SGG-MRHI-PME-ON-PME - Arrêté autorisant la société S.I.P.O.P. à s'installer en République de Guinée	151

11 mars	1276 PRG-SGG-MRHI-PME-ON-PME - Arrêté autorisant la société PANAFRICAIN de pêche à s'installer en République de Guinée	152
11 mars	1278 PRG-SGG-MRHI-PME-ON-PME - Arrêté autorisant Monsieur Mohamed Camara, à installer une station de louage et d'entretien de véhicules à Conakry II	152
12 mars	1279 MRHI-PME - Arrêté portant nomination de Monsieur Mamady Kaba, en qualité de superviseur des deux unités industrielles de Kankan cités dans le texte	152
12 mars	1280 MRHI-PME-ON-PPME - Arrêté autorisant la société FERES-GUINEE, à s'installer en République de Guinée	152
12 mars	1281 MRHI-PME-ON-PPME - Arrêté autorisant la société SABAKA à s'installer en République de Guinée	152
12 mars	1282 MRHI-PME-ON-PPME - Arrêté autorisant la société EURATEC GUINEE à s'installer en République de Guinée	152
12 mars	1283 MRHI-PME-ON-PPME - Arrêté autorisant la société Garage Moderne de Guinée à s'installer en République de Guinée	152
12 mars	1285 MRHI-PMF-ON-PPME - Arrêté autorisant Monsieur Boubacar Barry à installer une menuiserie industrielle à Conakry	152
12 mars	1292 MRHI-PME-ON-PPME - Arrêté autorisant la société SODIACOH à s'installer en République de Guinée	152
14 mars	1295 MRHI-PM CAB - Arrêté portant nomination de certains hauts fonctionnaires de l'Etat	153
18 mars	1302 MRHI-PM-ON-PPME - Arrêté autorisant la société LEMRABOTT à s'installer en République de Guinée	153
18 mars	1303 MRHI-PM-ON-PPME - Arrêté autorisant Monsieur Karamoko Souaré, à installer un studio de photographie à Conakry III	153
18 mars	1307 MRHI-PME-ON-PPME - Arrêté prorogant le délai de validité de l'arrêté n° 4278 MDI-CAB du 25 avril 1985	153
18 mars	1308 PRG-MRHI-OPPME - Arrêté autorisant Madame N'Gogny Kane, à installer une maison d'imprimerie à Conakry	153
18 mars	1305 MRHIPME-ON-PPME - Arrêté autorisant la société SOGUISER à installer en République de Guinée	153
18 mars	1306 MRHIPM-ONPPME - Arrêté autorisant la société SIPEM à s'installer en République de Guinée	153
19 mars	1312 MRHIPM-ONPPME - Arrêté autorisant la société SOPEB à s'installer en République de Guinée	153
19 mars	1314 MRHIPM-ONPPME - Arrêté autorisant Monsieur Mamadou Dian Diallo, à installer une fabrique de mousse à Conakry	153
19 mars	1315 MRHIPM ONPPME - Arrêté autorisant Monsieur Marrone Philippe à installer un salon de coiffure et esthétique à Conakry	154
21 mars	1326 MRHIPM-ONPPME - Arrêté autorisant la société MINEX-CISSE-DOOST à installer une bijouterie moderne à Conakry	154
21 mars	1327 MRHIPM-ONPPME - Arrêté autorisant Monsieur Ibrahim Sory Baldé, à installer un pressing à Conakry	154
21 mars	1328 MRHIPME - Arrêté autorisant la société SOGAPEM, à installer en République de Guinée	154
22 mars	1330 MRHIPME-ONPPME - Arrêté autorisant Monsieur Alpha Diop à installer une unité de fabrication de savon, détergent et produits cosmiques en République de Guinée	154
22 mars	1331 MRHIPME-ONPPME - Arrêté autorisant Monsieur A. Sinkon Camara, à installer une fabrique de gants en cuir à Conakry	154
22 mars	1332 MRHIPME ONPPME - Arrêté autorisant Monsieur Boro Kanté à installer une boulangerie moderne Dabola	154
22 mars	1336 MRHIPME ONPPME - Arrêté autorisant la société SAPOGUI à s'installer en République de Guinée	154
2 mars	1387 MRHIPME ONPPME - Arrêté portant nomination des contrôleurs des services financiers et comptables cités dans le texte	154

25 mars	1415 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant la société SOMABAGUI à s'installer en République de Guinée	154
25 mars	1416 MRHIPM ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Mamañy Dounoh, à installer une entreprise d'entretien général à Conakry	154
22 Mars	1535 MRHIPME — Arrêté autorisant la société « ALPHA PLUS » à implanter une usine de bougis d'éclairage en République de Guinée	154
15 sept	5376/PRG/SGG/MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant la société à Responsabilité limitée dénommée SOPRESCOM à s'installer et à exercer ses activités en République de Guinée avec siège à Conakry	156

SECRETARIAT D'ETAT AUX TRANSPORTS

27 mars	1434 MEU-SET-CAB — Arrêté autorisant la société d'économie mixte SOMCAB à s'installer et à exercer ses activités en République de Guinée	156
9 avril	MEU-SET-CAB — Arrêté fixant les tarifs de transport aérien de la Compagnie Nationale Air-Guinée cités dans le texte	156

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces légales 157

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n° 011 PRG/86 du 25 mars 1986 :

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009 PRG du 19 avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu la déclaration de politique du CMRN présentée en date du 22 décembre 1985 ;

Vu l'Ordonnance n° 321 PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des Membres du 3^e Gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 22 PRG/86 du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des services publics ;

DECRETE

Article premier — Le Secrétariat d'Etat aux Affaires Sociales, sous l'autorité du Ministre de la Santé et des Affaires Sociales, a pour mission, la conception et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine des Affaires Sociales.

A ce titre, il est chargé de :

— l'organisation, l'impulsion, la coordination et le contrôle des activités médico-sociales de la Mère et de l'Enfant, de la Famille, des personnes handicapées et des sinistrés de tous genres ;

— la promotion de l'Enfant et l'organisation des loisirs des Enfants en âge pré-scolaire ;

— la promotion du bien-être social de la population.

Art. 2 — Pour l'accomplissement de la mission, le Secrétariat d'Etat aux Affaires Sociales comporte :

— un Cabinet ;

des services rattachés au Cabinet ;

— des services autonomes.

Art. 3 — Les services rattachés au Cabinet sont :

— la Division des affaires Administratives et Financières ;

— le Secrétariat Central.

Art. 4 — La Direction Générale des Affaires Sociales comprend :

— la Division Infrastructure et Equipement ;

— la Division des Centres Sociaux ;

— la Division des Handicapés et sinistrés ;

— la Division de la Promotion de l'Enfance ;

— la Division Statistique et Planification Familiale ;

— la Division Juridique et du Contentieux.

Art. 5 — Les Services Autonomes du Secrétariat d'Etat sont :

— Le Centre National de Réinsertion des Handicapés physiques ;

— les Etablissements d'éducation pré-scolaire ;

— LES Centres de Formation Féminine (CFF).

Art. 6 — Un Arrêté du Secrétaire d'Etat aux Affaires Sociales fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet et de la Direction Générale des Affaires Sociales.

Art. 7 — Un décret pris en Conseil des Ministres fixera le statut juridique et le fonctionnement des services autonomes.

Art. 8 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Le présent Décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel de la République**.

Conakry, le 25 Mars 1986

GENERAL LANSANA CONTE

★ ★ ★

Décret n° 012 PRG/86 du 25 mars 1986 :

Vu la déclaration de la prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009 PRG du 18 avril 1986, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu la déclaration de politique générale du CMRN en date du 22 décembre 1985 ;

Vu l'Ordonnance n° 322 PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 223 PRG/86 du 23 janvier 1986 portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des services publics ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

DECRETE

Article premier — Le Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications a pour mission de concevoir, d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans le domaine des Postes et Télécommunications.

Art. 2 — Pour assurer sa mission, le Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications comporte :

— un Cabinet ;

— des Services rattachés au Cabinet ;

— une Direction Générale des Télécommunications ;

— une Direction Générale des Services Postaux et Financiers.

Art. 3 — Les Services rattachés au Cabinet sont :

— l'Inspection Générale des Postes et Télécommunications ;

— la Division des Affaires Administratives et Financières ;

— le Secrétariat Central.

Il a en outre, sous sa tutelle un organe consultatif :

— le Comité National de Coordination des Télécommunications (C.N.C.T.).

Art. 4 — La Direction Générale des Services Postaux et Financiers est chargée de la coordination de l'ensemble des activités régissant le fonctionnement correct des ressources humaines et matérielles des Services Postaux et Financiers, ainsi que de la mise en œuvre d'une politique conséquente de l'épargne.

Art. 5 — La Direction Générale des Services Postaux et Financiers comprend :

— une Direction des Comptes courants postaux et de l'épargne ;

— une Direction des Services Financiers et de l'épargne et deux divisions :

— Division des Services du Plan, de la Statistique et du Règlement des comptes internationaux ;

— Division Services Centraux.

Art. 6 — La Division Générale des Télécommunications est chargée de la mise en œuvre de la politique générale de développement, de la gestion administrative des ressources humaines et matérielles, de la planification, de l'organisation et de la gestion financière et technique des Télécommunications.

Art. 7 — La Direction Générale des Télécommunications comprend :

— Division Etudes et Projet

— Division Télécommunications Internationales

— Division Télécommunications Nationales

— Division Comptabilité Centrale

— Division Exploitation et Traitement

— Division Services Généraux

— Le Laboratoire Central.

Art. 8 — Un Arrêté du Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications fixera les attributions et l'organisation des Directions Techniques, des Services rattachés au Cabinet et du Comité National de Coordination des Télécommunications.

Art. 9 — Un Décret pris en Conseil des Ministres fixera les attributions et l'organisation des Services Extérieurs du Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications.

Art. 10 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Art. 11 — Le présent Décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 25 mars 1986

GENERAL LANSANA CONTE

★ ★ ★

Décret n° 013 PRG/86 du 25 mars 1986 :

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la Déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009/PRG du 18 avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu la déclaration de politique générale du CMRN présentée en date du 22 décembre 1985 ;

Vu l'Ordonnance n° 321/PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des Membres du 3^e Gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 22/PRG/86 du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des services publics ;

DECRETE

Article premier — Le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports est chargé :

— de concevoir, d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'éducation de la jeunesse, de développement des sports ;

— d'entretenir avec les pays amis, les meilleurs rapports d'échanges, dans le domaine des sports et des activités juvéniles ;

— d'assurer la formation et la qualification, dans différentes spécialités sportives et juvéniles, du personnel d'encadrement ;

— de développer et de moderniser les infrastructures sportives et d'en assurer l'équipement, l'entretien et la surveillance constante ;

— d'assurer la représentation des associations et organisations juvéniles et sportives nationales au sein des Organisations et Manifestations Internationales, Régionales et Sous-Régionales de jeunesse et des sports.

Art. 2 — Pour accomplir sa mission, le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports comporte :

— un Cabinet

— des services rattachés au Cabinet

— une Direction Générale de la Jeunesse et des Sports

— des services autonomes

— des services extérieurs

Art. 3 — Les services rattachés au Cabinet sont :

— l'Inspection Générale de la Jeunesse et des Sports ;

— la Division des Affaires Administratives et Financières ;

— la Division Infrastructure et équipement ;

— le Secrétariat Central.

Art. 4 — Le Directeur Général, sous l'autorité du Secrétaire d'Etat, est chargé de la mise en œuvre et de la coordination de la politique du Ministère au sein des Directions Techniques et des Services Extérieurs du Secrétariat d'Etat.

Art. 5 — La Direction Générale de la Jeunesse et des Sports comprend :

— la Direction de l'Education physique et des sports ;

— la Direction de la Jeunesse et des activités socio-éducatives ;

— les Services Extérieurs.

Art. 6 — Les Services Autonomes du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports sont :

— les Complexes sportifs nationaux

— l'Entreprise Nationale d'Importation de Matériel Sportif

— les Centres et Maisons de la Jeunesse.

Art. 7 — Un Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet et de la Direction Générale de la Jeunesse et des Sports.

Art. 8 — Un Décret pris en Conseil des Ministres fixera les conditions d'organisation et de fonctionnement des services extérieurs du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

Art. 9 — Un Décret pris en Conseil des Ministres fixera le régime juridique des services autonomes.

Art. 10 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Art. 11 — Le présent Décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 25 Mars 1986
Général Lansana Conté

Décret n° 014 PRG/86 du 7 avril 1986 ;

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 099 PRG du 18 avril 1984, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu la déclaration de politique générale du CMRN en date du 22 décembre 1985 ;

Vu l'ordonnance n° 321 PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 22 PRG du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des services publics.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**DECRETE****CHAPITRE PREMIER****DISPOSITIONS GENERALES**

Article premier — Le Secrétariat Général du Gouvernement, sous l'autorité du Président de la République, est chargé :

— de l'organisation, de la gestion et du suivi du travail gouvernemental ;

— de la mise en forme juridique de tout projet de texte législatif et réglementaire ;

— de formalités matérielles de promulgation des textes législatifs et réglementaires ;

— de la centralisation de tous les actes du Gouvernement et de leur publication au Journal Officiel de la République.

Il assure, en ces domaines, les liaisons avec les membres du Gouvernement et les organismes consultatifs.

Art. 2 — Le Secrétaire Général du Gouvernement, nommé par Décret du Président de la République, assure l'impulsion, la coordination et le contrôle des activités des divisions techniques du Secrétariat Général du Gouvernement.

Il assiste avec voix consultative, aux sessions du Conseil des Ministres.

Il dresse le procès-verbal du Conseil qu'il soumet à la signature du Président de la République.

Art. 3 — En relation avec le Ministre chargé de l'Information, le Secrétaire Général du Gouvernement assure l'élaboration de la version définitive des communiqués de presse relatifs au travail gouvernemental.

Art. 4 — Le Secrétaire Général du Gouvernement est assisté d'un Adjoint qui le supplée ou le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Secrétaire Général Adjoint est nommé par Décret pris en Conseil des Ministres.

CHAPITRE II**ORGANISATION**

Art. 5 — Pour accomplir sa mission, le Secrétariat Général du Gouvernement comporte :

— le Service Administratif et Financier

— le Service de la Documentation et des Archives

— le Service de Gestion des Hauts Fonctionnaires et trois Divisions :

— une Division « Juridique »

— une Division « Travail Gouvernemental »

— une Division « Gestion des Décisions »

SECTION 1 : Les Divisions Techniques

Art. 6 — La Division Juridique, sur la base des propositions écrites de différents Départements, est chargée de :

— la mise en forme définitive des textes législatifs, Décrets, Arrêts, Décisions et Circulaires en vue de la signature du Président de la République.

Art. 7 — La Division Juridique comprend :

— une Section « Secteur de Souveraineté »

— une Section « Secteur Economique »

— une Section « Secteur Social » .

Art. 8 — La Division Travail Gouvernemental est chargée de toutes les questions relatives à :

— la préparation et la gestion du programme de travail du gouvernement ;

— l'orientation, la gestion et le suivi des procédures ;

— la préparation de l'ordre du jour du Conseil des Ministres ;

— l'organisation matérielle du Conseil des Ministres ;

— la préparation des communiqués et des comptes-rendus.

Art. 9 — La Division Travail Gouvernemental comprend :

— Une Section « Procédures »

— Une Section « Programme »

— Une Section « Conseil des Ministres »

— Une Section Contrôle de l'application des Actes du Gouvernement.

Art. 10 — La Division « Gestion des Décisions » est chargée :

— de la mise en ordre et de la tenue à jour du fichier des textes législatifs et réglementaires ;

— de la publication et de la gestion du Journal Officiel de la République ;

— du contrôle de la mise en œuvre des Actes Gouvernementaux et Présidentiels.

Art. 11 — La Division « Gestion des Décisions » comprend :

— Une Section « Fichier Lois et Règlements »

— Une Section « Journal Officiel »

SECTION 2 : Services d'Appui

Art. 12 — Le Service Administratif et Financier placé sous l'autorité du Secrétaire Général est chargé :

— de la gestion du personnel du Secrétariat Général du Gouvernement ;

— de la comptabilité et des salaires ;

— de l'équipement du matériel et des fournitures ;

— du secrétariat, du courrier et de la reprographie.

Il a rang de Section.

Art. 13 — Le Service de la Documentation et des Archives sous l'autorité du Secrétariat Général, est chargé :

— du classement et de la conservation des documents se rapportant au travail gouvernemental ;

— de la constitution, pour chaque décision gouvernementale, d'un dossier complet ;

Il a rang de Section.

Art. 14 — Le Service de Gestion des Hauts Fonctionnaires, sous l'autorité du Secrétariat Général, est chargé de la tenue des dossiers des Hauts Fonctionnaires.

CHAPITRE III**DISPOSITIONS FINALES**

Art. 15 — Un Arrêté du Secrétaire Général du Gouvernement fixera les règles de fonctionnement des Divisions et Sections et précisera les modalités d'application du présent Décret.

Art. 16 — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent Décret sont abrogées.

Art. 17 — Le Secrétaire Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent Décret qui sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 7 avril 1986

GENERAL LANSANA CONTE

* * *

Décret n° 015/PRG/86 du 7 Avril 1986

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la Proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009 PRG du 18 avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu la Déclaration de Politique Générale du C.M.R.N. en date du 22 décembre 1985 ;

Vu l'Ordonnance n° 321 PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e Gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 22 PRG 86 du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des Services Publics.

DECRETE

CHAPITRE PREMIER :

MISSION

Art. Premier : Le Ministère des Ressources Humaines, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises a pour mission, la définition et la mise en œuvre des stratégies et la politique du gouvernement en matière :

- de Restructuration et de développement du secteur industriel,
- d'Emploi et de la Main d'œuvre, à l'exclusion des fonctionnaires,
- de Promotion et de développement des Petites et Moyennes Entreprises à caractère artisanal et industriel,
- d'Exercice de la tutelle des Sociétés d'Etat, d'Economie Mixte ou Privées relevant du Ministère,
- de Consolidation des relations entre Syndicats et Employeurs,
- de Développement des programmes d'investissement en collaboration avec le Ministère du Plan et de la Coopération,
- de représentation du Gouvernement au sein de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) et celles chargées du développement industriel ;
- de promotion de la sécurité sociale et de la protection des travailleurs contre les risques professionnels.

CHAPITRE II

ORGANISATION

Art. 2 : Pour accomplir sa mission, le Ministère des Ressources Humaines, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises comporte :

- Un Cabinet
- Des Services rattachés au Cabinet
- Un Secrétariat Général
- Des Services et Sociétés Autonomes

Art. 3 : Les Services rattachés au cabinet sont :

- l'Inspection Général du Travail
- la Division des Affaires Administratives et Financières
- le Secrétariat Central

Art. 4 : le Secrétaire Général, sous l'autorité du Ministre, assure l'impulsion, la coordination et le contrôle de l'ensemble des activités des Directions Techniques.

Art. 5 : Les Directions Techniques du Ministère sont :

- la Direction Générale du Travail et des Lois Sociales ;
- la Direction Générale du Développement Industriel.

Art. 6 : La Direction Générale du Travail et des Lois Sociales a pour attribution :

- la gestion des travailleurs des entreprises et sociétés nationales (recrutement, avancement, retraite) ou d'économie mixte ;
- l'élaboration des textes réglementaires en matière de relations professionnelles, d'hygiène et sécurité du travail et de salaires.

Art. 7 : La Direction Générale du Travail et des Lois Sociales comprend quatre Divisions :

- Division « Gestion Courante »
- Division « Réglementation et salaire »
- Division « Hygiène et Sécurité du Travail »
- Division « Statistique ».

Art. 8 : La Direction Générale du Développement Industriel a pour attribution :

- le redéploiement des Unités industrielles
- la définition et l'évaluation des Projets industriels
- l'encouragement par une assistance accrue au secteur privé industriel
- la rationalisation du système de gestion des entreprises industrielles publiques et para-publiques

Art. 9 : la Direction Générale du Développement Industriel comprend quatre Divisions :

- Division « Industrie »
- Division « Etude et Promotion industrielle »
- Division « Technologie et Normalisation »
- Division « Planification industrielle »

Art. 10 : Les Services et Sociétés personnalisés du Ministère sont :

- la Caisse Nationale de Sécurité Sociale
- l'Office de l'Emploi et de la Main d'œuvre
- l'Office de Formation et de Perfectionnement professionnels
- l'Office des Petites et Moyennes Entreprises
- le Centre National de Perfectionnement en Gestion
- le Centre de Réparation et d'Entretien des équipements industriels
- le Centre de Perfectionnement Industriel
- l'Institut de Normalisation et de métrologie
- le Laboratoire Central d'analyse
- les Entreprises et Sociétés d'Etat ou d'économie mixte à caractère industriel.

Art. 11 : Un arrêté du Ministre des ressources Humaines, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises fixera des attributions et l'organisation des Directions Techniques et des Services rattachés au Cabinet.

Art. 12 : Un Décret pris en Conseil des Ministres fixera le statut juridique et le fonctionnement des services et sociétés autonomes placés sous la tutelle du Ministère.

Art. 13 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Art. 14 : Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République

Conakry, le 7 avril 1986

Général Lansana Conté

Décret n° 016/PRG — 86 du 7 avril 1986 ;**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ;**

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 009/PRG du 18 avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu la déclaration de Politique Générale du CMRN en date du 22 décembre 1985 ;

Vu l'ordonnance n° 321/PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 22/PRG/86 du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle de services publics ;

Décrète

Art. premier — Le Ministère de l'Education Nationale a pour mission la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

A ce titre, il est chargé :

— d'assurer l'éducation et la formation des jeunes et des adultes au niveau de tous les cycles d'enseignement dans le but d'en faire des citoyens capables de participer au développement socio-économique et culturel du pays ;

— de promouvoir la formation des cadres hautement qualifiés, capables de contribuer à l'élévation continue du niveau scientifique et technologique de la Nation Guinéenne ;

— d'assurer, dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, en rapport avec le Ministère chargé de la Coopération Internationale, la promotion, l'impulsion et la coordination de la coopération au triple plan national, africain et international, dans un esprit d'intérêt mutuel et de respect de la souveraineté nationale ;

— d'améliorer de façon régulière la cohérence et l'efficacité du système éducatif par une plus grande adaptation aux contraintes et aux besoins économiques du pays ;

— de fixer les objectifs de développement de l'éducation à court, moyen et long terme et de préparer à l'intention du gouvernement l'allocation rationnelle des ressources pour la réalisation de ces objectifs.

Art. 2 — Pour l'accomplissement de sa mission, le Ministère de l'Education Nationale comporte :

- Un Cabinet
- Des Services rattachés au Cabinet
- Des Directions techniques
- Des Services autonomes

Le ministre a en outre, sous sa tutelle le Secrétariat d'Etat à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche Scientifique.

Art. 3 — Le Cabinet du ministre comprend :

- Un Directeur du Cabinet
- Un Chef de Cabinet
- Deux Conseillers

Art. 4 — Les Services rattachés au Cabinet sont :

- la Division des Affaires Administratives et Financières
- la Division de la Coopération Technique et des Projets
- la Division de la Statistique et de la Planification de l'Education Nationale
- La Division « Equipement scolaires et universitaires »
- le Secrétariat Central

Art. 5 — Les Directions et Services du Ministère sont :

- l'Inspection Générale de l'Education
- La Direction de l'Enseignement Elémentaire

- La Direction de l'Enseignement secondaire
- la Direction de l'Enseignement technique et professionnelle

- la Direction de l'Enseignement Privé
- le Service Examens et Concours

Art. 6 — Les services autonomes du Ministère sont :

- l'institut pédagogique national ;
- le service national d'alphabétisation ;
- le Service National de l'Enseignement par correspondance
- l'Imprimerie de l'Education Nationale (IDEC)

Art. 7 — Un arrêté du Ministre de l'Education fixera les attributions et l'organisation des directions et des services.

Art. 8 — Un Décret pris en Conseil des ministres fixera la mission et l'organisation du secrétariat d'Etat à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche Scientifique.

Art. 9 — Un Décret pris en Conseil des ministres fixera le Statut juridique et le fonctionnement des services autonomes.

Art. 10 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 11 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 7 avril 1986
LE GENERAL LANSANA CONTI

Décret n° 017/PRG/86 du 7 Avril 1986**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la Proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009/PRG du 18 avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu la Déclaration de Politique Générale du C.M.R.N. en date du 22 décembre 1985 ;

Vu l'Ordonnance n° 321/PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e Gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 22/PRG/86 du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des Services Publics.

DECRETE

Art. Premier : Le Secrétariat d'Etat à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche Scientifique, sous l'autorité du Ministre de l'Education Nationale, a pour mission de concevoir, d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique, de la Technologie et de la Documentation.

A ce titre, il est chargé :

— d'arrêter les programmes et les priorités nationales dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la science, de la technologie et de la documentation, conformément au plan de développement économique et socio-culturel de la Nation ;

— de définir, en liaison avec le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, les priorités et les modalités de financement de ces programmes ;

— d'assurer la formation de cadres hautement qualifiés dans toutes les spécialités, ouverts aux réalités et aux mutations du monde contemporain, capables de participer activement au développement de la science, de la technique, de l'économie et de la culture ;

— de favoriser, par des mesures appropriées, l'éclosion et le développement d'activités scientifiques, technologiques et documentaires ;

— de faciliter la vulgarisation et la valorisation des résultats et des produits des activités scientifiques et techniques, notamment

par la multiplication et la diversification des réseaux, organisations et supports pour l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, la technologie et la documentation.

— d'assurer la promotion, l'impulsion et la coordination de la coopération scientifique au triple plan national, africain et international, dans un esprit d'intérêt mutuel et d'indépendance nationale.

— de soumettre toute initiative, suggestion ou recommandation en vue de développer, au niveau de l'ensemble des secteurs de la vie nationale, l'action du Gouvernement en matière de science, de technologie, de documentation et d'enseignement supérieur ;

Art. 2 : Pour l'accomplissement de sa mission, le Secrétariat d'Etat à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche Scientifique comporte :

- Un Cabinet
- Des Services rattachés au Cabinet
- Une Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- Un Organe Consultatif : Conseil des Universités et Institutions Scientifiques.

Art. 3 : Les Services rattachés au Cabinet sont :

- la Division des Affaires Administratives et Financières
- le Secrétariat Central.

Art. 4 : La Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est chargée de l'application des directives du Secrétaire d'Etat au sein des Directions Techniques relevant de sa compétence.

Art. 5 : La Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique comprend :

- la Direction de l'Enseignement Supérieur
- la Direction de la Recherche Scientifique et Technique

Art. 6 : Un Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche Scientifique fixera les attributions et l'organisation des Directions Techniques et des Services rattachés au Cabinet.

Art. 7 : Un Décret pris en Conseil des Ministres, fixera le Statut juridique et le fonctionnement du Conseil des Universités et Institutions Scientifiques.

Art. 8 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Art. 9 : Le présent Décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 7 avril 1986
Général Lansana Conté

Décret n° 018/PRG/86 du 7 Avril 1986

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la Proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009/PRG du 18 avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu la Déclaration de Politique Générale du C.M.R.N. en date du 22 décembre 1985 ;

Vu l'Ordonnance n° 321/PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e Gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 22/PRG/86 du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des Services Publics.

DECRETE

Article premier : Le Ministère du Développement Rural a pour mission la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la poli-

tique du Gouvernement en matière de développement rural du pays.

A ce titre, il est chargé :

a) — de concevoir, élaborer et mettre en œuvre des programmes :

— destinés à intensifier et à diversifier les systèmes de production agricole, animale, végétale et halieutique ;

— de génie rural et d'hydraulique villageoise et de désenclavement des communautés rurales ;

— d'incitation à la création de mouvements associatifs de producteurs ;

— d'assistance technique aux collectivités territoriales et aux associations de producteurs ;

b) — de promouvoir la pisciculture et la pêche ;

c) — de veiller, en collaboration avec le Département du Commerce, à l'approvisionnement correct en intrants agricoles du monde rural ainsi qu'à la valorisation des productions agricoles, animales, végétales et halieutiques, en améliorant constamment les conditions de stockage, de transformation et de commercialisation ;

d) — de promouvoir la recherche dans les domaines de sa compétence ;

e) — de collaborer à l'élaboration de toute réglementation en matière de développement rural ;

f) — de participer à la conception des programmes de formation, d'assurer le recyclage du Personnel Technique du développement rural et de veiller à la qualification technique des producteurs ruraux ;

g) — de gérer les domaines ruraux aménagés par l'Etat pour les besoins de développement agricole ;

h) — de définir la politique des prix aux producteurs et celle du crédit agricole ;

i) — de participer à la détermination des politiques d'implantation des industries agro-alimentaires ;

j) — de coordonner, en collaboration avec le Ministère du Plan et de la Coopération, les diverses sources de financement en matière de développement rural ;

Art. 2 : — Pour accomplir sa mission, le Ministère du Développement Rural comporte :

- Un Cabinet
- Un Secrétariat Général
- Des Services rattachés au Cabinet
- Quatre Directions Générales
- Une Direction Technique

Le Ministère a sous sa tutelle, le Secrétariat d'Etat à la Pêche et les Organismes personnalisés.

Art. 3 : — Les services rattachés au Cabinet sont

- l'Inspection Générale du Développement rural
- la Division des Affaires Administratives et Financières
- le Bureau de Stratégie et d'Appui au Développement
- le Service de Contrôle Financier
- le Secrétariat Central.

Art. 4 : — Le Secrétaire Général, sous l'Autorité du Ministre du Développement Rural est chargé de la mise en œuvre de la politique du Ministère au sein des directions techniques.

Art. 5 : — Les Directions Techniques du Ministère sont :

- la Direction Générale de l'Agriculture
- la Direction Générale de l'Élevage
- la Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique Villageoise

— la Direction Générale de la Formation et de la Promotion Rurale

— la Direction de la Recherche Agronomique.

Art. 6. — La Direction Générale de l'Agriculture est chargée :

— d'élaborer, de mettre en œuvre et de contrôler les programmes agricoles nationaux ;

— de veiller à l'approvisionnement en intrants agricoles du monde rural ;

— de participer à l'élaboration de toute réglementation dans les domaines de sa compétence ;

— de veiller à la protection des végétaux et en particulier des cultures ;

— de veiller à la qualité et au bon fonctionnement des produits de l'agriculture ;

Art. 7. — La Direction Générale de l'Agriculture comprend :

— Une Division de la Production Agricole

— Une Division de la Protection des Végétaux

— Une Division du Conditionnement et du Contrôle de la qualité.

— Une Division de l'approvisionnement agricole ;

— Une Division des ressources foncières ;

— Une Division de l'économie agricole ;

Art. 8. — La Direction Générale de l'Elevage est chargée :

— d'élaborer, de mettre en œuvre et contrôler l'application des programmes de promotion de la production animale, de lutte contre les maladies du bétail ;

— de veiller à l'approvisionnement en intrants nécessaire à l'élevage ;

— de participer à l'élaboration de toute réglementation dans les domaines de l'élevage ;

Art. 9. — La Direction Générale de l'Elevage comprend :

— Une Division Santé Animale et Encadrement Zootechnique

— Une Division de la production animale

— Une Division de l'économie des denrées animales.

Art. 10. — La Direction Générale de la Formation et de la Promotion Rurale est chargée de :

— promouvoir la formation et le recyclage des producteurs ruraux ainsi que la formation et le perfectionnement des personnels d'encadrement ;

— d'étudier, de promouvoir et d'évaluer les méthodes et actions favorisant l'amélioration des conditions de vie en milieu rural et la structuration du milieu.

Art. 11. — La Direction Générale de la Formation et de Promotion Rurale comprend :

— Une Division de l'artisanat

— Une Division Organisation et Structuration du monde rural

— Une Division des micro-réalisations

— Une Division des méthodes de formation, de vulgarisation, d'alphabétisation du monde paysan

— Une Division de la formation

Art. 12. — La Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique villageoise est chargée :

— d'élaborer, de mettre en œuvre, de contrôler les programmes d'aménagement hydro-agricoles, d'hydraulique villageoise, de pistes rurales, de bâtiments ruraux et de machinisme agricole ;

— de veiller à la valorisation et à la protection des ressources en eau à des fins agricoles.

Art. 13. — La Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique villageoise comprend :

— Une Division des aménagements hydro-agricoles ;

— Une Division des pistes rurales et bâtiments ruraux ;

— Une Division de l'Hydraulique villageoise

— Une Division du Machinisme agricole.

Art. 14. — La Direction de la Recherche Agronomique est chargée :

— d'élaborer, de mettre en œuvre et de contrôler les programmes et les moyens de recherches organiques, zootechniques, halieutiques, nécessaires au développement rural ;

— d'assurer la synthèse et la diffusion des résultats ;

— d'établir et de maintenir les liens avec les organismes étrangers de recherches.

Art. 15. — La Direction de la Recherche Agronomique comprend :

— Une Division de la programmation et du contrôle des programmes

— Une Division de la documentation et de l'information scientifique et technique.

Art. 16. — Les services rattachés au Ministère du Développement Rural sont :

a) Les Centres de recherches expérimentales :

— le Service National des Sols (SENASOL)

— le Laboratoire de la protection des végétaux ;

— le Centre de recherche de Kilissi ;

— le Centre de recherche zootechnique de Kindia, (Laboratoire Vétérinaire)

— le Centre de Recherche de Koba ;

— le Centre de Recherche de Bordo (Kankan)

— le Centre de Perfectionnement du Machinisme Agricole (CEPERMAG)

b) Les Centres de recyclage et de vulgarisation :

— Centre de Tindo,

— Centre de Yatiya,

— Centre de Bamban.

Art. 17. — Les organismes personnalisés et entreprises placés sous la tutelle du Ministère du Développement Rural sont :

— L'Entreprise nationale d'importation de semence et de matériel (SEMAPE)

— L'Entreprise nationale d'importation du matériel agricole (AGRIMA)

— la Brigade de Génie Rural

— les Projets de développement rural

Art. 18. — Un arrêté du Ministère du Développement Rural fixera les attributions et l'organisation des services relevant du Cabinet et des Directions.

Art. 19. — Un décret pris en Conseil des Ministres déterminera la mission et l'organisation du Secrétariat d'Etat à la Pêche.

Art. 20. — Un décret pris en Conseil des Ministres fixera le régime juridique et les conditions de fonctionnement des services rattachés et des services personnalisés.

Art. 21. — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Art. 22. — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry le 7 avril 1986

Général Lansana Conté

Décret n° 019/PRG/86 du 7 Avril 1986

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la Déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la Proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009/PRG du 18 avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu la Déclaration de Politique Générale du C.M.R.N. en date du 22 décembre 1985 ;

Vu l'Ordonnance n° 321/PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e Gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 22/PRG/86 du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des Services Publics

DECRETE

Art. Premier — Le Secrétariat d'Etat à la Pêche, sous l'autorité du Ministre du Développement Rural, est chargé de la mise en œuvre et du contrôle de la politique du Gouvernement dans le domaine des pêches.

Art. 2. — Pour accomplir sa mission, le Secrétariat d'Etat à la Pêche comporte :

- Un Cabinet.
- Des services rattachés au Cabinet.
- Une Direction Générale des Pêches.
- Des divisions personnalisées.

Art. 3. — Les services rattachés au Cabinet sont :
 — la Division des Affaires Administratives et Financières.
 — le Secrétariat Central.

Art. 4. — La Direction Générale des Pêches est chargée de l'impulsion, de la coordination et du contrôle des activités au sein des Directions Techniques.

Art. 5. — La Direction Générale des Pêches comprend :
 — la Division de la Pêche Artisanale Maritime
 — la Division de la Pêche Maritime Industrielle
 — la Division de la Pêche Continentale
 — la Division Règlements et Contrôle.

Art. 6. — Les Services personnalisés du Secrétariat d'Etat à la Pêche :

- l'Office de Développement de la Pêche Industrielle (ODEPI) ;
- l'Office de Développement de la Pêche Artisanale de Guinée (ODEPAG).

Art. 7. — Un arrêté du Secrétaire d'Etat à la Pêche fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet et des Divisions Techniques.

Art. 8. — Un décret pris en Conseil des Ministres fixera le régime juridique et le fonctionnement des services personnalisés.

Art. 9. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Art. 10. — Le présent Décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel de la République.**

Conakry, le 7 avril 1986
Général Lansana Conté

Décret n° 020/PRG/86 du 17 Avril 1986

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la Déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la Proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009/PRG du 18 avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu la Déclaration de Politique Générale du C.M.R.N. en date du 22 décembre 1985 ;

Vu l'Ordonnance n° 321/PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e Gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 22/PRG/86 du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des Services Publics.

DECRETE

Article premier — Le Ministre délégué auprès du Président de la République, chargé du Plan et de la Coopération Internationale, est chargé de la coordination de l'action gouvernementale en matière de planification et de coopération.

A ce titre, le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale a pour mission :

— l'élaboration d'un schéma de planification contractuelle et décentralisée pour la promotion du développement des communautés rurales ;

— la préparation et le suivi technique du Budget d'investissement publics et en collaboration avec le Ministre de l'Economie et des Finances, le suivi financier de son exécution ;

— la mobilisation des Ressources Extérieures nécessaires à son financement ;

— la promotion de l'investissement privé ;

— la définition de la politique d'endettement extérieur de l'Etat ;

— la promotion de la coopération internationale ;

— la gestion de l'assistance technique ;

Art. 2. — Pour l'accomplissement de sa mission, le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale comporte :

- Un Cabinet.
- Les Services rattachés au Cabinet.
- Un Secrétariat Général.

Le Ministère a en outre sous sa Tutelle le Centre National de Promotion des Investissements Privés (CNPIP).

Art. 3. — Les Services rattachés au Cabinet sont :

- la Division des Affaires Administratives et Financières
- le Bureau de Presse ;
- le Bureau des Marchés ;
- le Secrétariat Central ;

Art. 4. — Le Secrétaire Général, sous l'autorité du Ministre, assure l'impulsion, la coordination et le contrôle de l'ensemble des activités des Directions Techniques.

Art. 5. — Les Directions Techniques du Ministère sont :

- la Direction Générale de la Statistique et de l'Informatique
- la Direction Générale du Plan
- la Direction Générale des Investissements Publics
- la Direction Générale de la Coopération Internationale

Art. 6. — La Direction Générale de la Statistique et de l'Informatique est chargée :

— de définir et de mettre en œuvre la politique à suivre pour le développement de la collecte du traitement et de la diffusion de l'information statistique ;

— de constituer et de gérer une banque de données fiables destinées à fournir l'information nécessaire à la définition de la politique économique et sociale ;

— de créer et de tenir à jour les répertoires et fichiers nécessaires à la réalisation de toutes enquêtes statistiques ;

— de l'assistance technique aux autres services chargés des statistiques au sein de l'administration ;

de l'élaboration, en collaboration avec les Départements intéressés, un nouveau Plan Comptable Général des Entreprises et des plans comptables sectoriels, notamment pour l'agriculture et les Institutions financières :

— de la promotion et du développement informatique en République de Guinée :

— de la Formation, du Perfectionnement et du recyclage des personnels chargés des services informatiques au niveau des services administratifs publics et para publics en collaboration éventuelle avec l'université et le secteur privé :

— de réaliser le schéma directeur informatique de l'administration.

Art. 7 : — La Direction générale de la Statistique et de l'Informatique comprend :

- la Division « Statistique »
- la Division « Prévision »
- la Division « Comptabilité Nationale »
- la Division « Ressources Humaines »
- la Division « Informatique »

Art. 8 : — La Direction Générale du Plan est chargée :

— de la préparation et de l'élaboration des plans de développement économique et social du pays. Elle établit dans ce cadre les budgets nationaux d'investissement :

— de l'élaboration des plans nationaux de développement économique et social :

— de la préparation des études macro-économiques, sectorielles et régionales :

— de l'orientation et de la coordination de l'action des agents économiques publics et privés en vue de leur participation effective et efficace à la mise en œuvre des objectifs nationaux de développement économique et social.

Art. 9. — La Direction Générale du Plan comprend :

- la Division « Etudes macro économiques et sectorielles »
- la Division « Budget d'investissement »
- la Division « Planification régionale »
- la Division « Dette Extérieure »

Art. 10. — La Direction Générale des Investissements Publics a pour mission de coordonner la préparation des Projets d'investissements, d'en rechercher le financement, d'en assurer le suivi technique dont les services intéressés du Ministère des Finances sont informés.

Elle exerce le suivi financier des investissements publics à l'aide des informations mises à sa disposition par les services techniques du Département de l'Economie et des Finances.

Art. 11. — La Direction Générale des Investissements Publics comprend :

- La Division « du Primaire »
- La Division « du Secondaire »
- La Division « du tertiaire »
- La Division « du Quatenaire »
- La Division « Etablissements Publics »

Art. 12. — La Direction Générale de la Coopération Internationale a pour mission.

— de promouvoir en collaboration avec les autres Départements ministériels intéressés, la coopération dans les domaines économique, financier, scientifique et culturel entre la Guinée et les autres Etats et les Organismes internationaux ;

— de préparer et de négocier, sous l'autorité du ministre du Plan, en collaboration avec les autres ministères intéressés, les projets d'accord de coopération bilatérale :

— d'assurer le suivi et le contrôle de l'exécution des programmes et projet de coopération ;

— de préparer avec les Départements intéressés, les réunions des Commissions Mixtes, d'organisations régionales et sous-régionales de coopération ;

— de coordonner l'assistance des organes spécialisés des Nations-Unies

— d'analyser les besoins du pays en matière d'assistance technique ;

— d'assurer le suivi et la coordination des activités de différentes missions d'assistance.

Art. 13. — La Direction Générale de la Coopération comprend :

- la Division « Assistance technique et Dons »
- la Division « Agences du système des Nations-Unies »
- la Division « organisme-Régionaux »
- la Division « CEE »

Art. 14. — Un arrêté du ministre du Plan et de la Coopération fixera les attributions et l'organisation des Services rattachés au Cabinet et des Directions Techniques.

Art. 15. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Art. 16. — le présent Décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 17 avril 1986
GENERAL I. ANSANA CONTE

Décret n° 21 PRG — 86 du 17 avril 1986 :

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la Déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 Avril 1984 :

Vu la Proclamation de la 2^e République :

Vu l'Ordonnance n° 009/PRG du 18 avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 Avril 1984 :

Vu la Déclaration de Politique Générale du CMRN en date du 22 décembre 1985 :

Vu l'Ordonnance n° 321/PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e Gouvernement de la 2^e République :

Vu l'Ordonnance n° 22/PRG du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des Services Publics.

DECRETE

Art premier — Le ministre délégué auprès du Président de la République est chargé de l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement dans le domaine de l'administration du territoire et de la Décentralisation.

A ce titre, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a pour mission :

— De l'organisation territoriale ainsi que du développement économique, social et culturel des circonscriptions administratives ;

— Du suivi des affaires politiques et d'administration générale intéressant les circonscriptions administratives ;

— De la préparation et de l'organisation des élections ;

— De la délimitation territoriale et de la préparation des conférences inter-Etats s'y rapportant ;

— Des litiges frontaliers nés de la circulation des personnes et des biens ainsi que de l'utilisation des ressources dans la zone frontalière ;

— de la mise en place d'un cadre cohérent de politique de décentralisation ;

— De la tutelle des organes décentralisés.

Art 2 — Pour accomplir sa mission, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation comporte :

- Un cabinet
- Des Services rattachés au Cabinet
- Des Directions Techniques
- Des Services Extérieurs

Il a en outre, sous sa tutelle le Secrétariat d'Etat à la Décentralisation.

Art 3 — Les Services rattachés au Cabinet sont :

- L'Inspection Générale de l'Administration Territoriale
- La Division des Affaires Administratives et Financières
- Le Secrétariat Central.

Art 4 — Les directions techniques du Ministère sont :

- La direction de l'Administration du Territoire
- la direction des Affaires Politiques
- la direction de la Réglementation administrative et des Affaires Juridiques.

Art 5 — La Direction de l'Administration du Territoire est chargée des questions relatives aux domaines suivants :

- Création, suppression, fusion et délimitation des circonscriptions administratives ;
- Infrastructure administrative : étude de projets d'équipement des circonscriptions et suivi des réalisations ;
- Suivi des dépenses de fonctionnement et d'investissement : engagement, liquidation et ordonnancement ;
- Centralisation et exploitation des rapports périodiques émanant des gouvernements de Provinces et des Prefets ;
- Suivi des dossiers individuels des agents de l'administration territoriale et tenue à jour du fichier de ce personnel ;
- Participation à l'élaboration des programmes de formation et de perfectionnement de ces agents (notamment avec l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et autre Centres de Perfectionnement administratif).

Art. 6 — La Direction de l'Administration du Territoire comporte trois divisions :

- Division « Circonscriptions administratives »
- Division « Planification et Aménagement du Territoire »
- Division « Gestion du Personnel du Commandement »

Art 7 — La Direction des Affaires Politiques est chargée des questions relatives :

- au Code électoral ;
- à la préparation et l'organisation des élections au niveau national ;
- à l'exercice et la garantie des libertés individuelles et collectives ;
- à l'analyse et synthèse du comportement politique des populations et de leurs représentations ;
- à l'application des législations sur les associations, l'autorisation, l'agrément etc...
- au jumelage des villes ;
- aux études des problèmes frontaliers ;
- à la recherche, à la centralisation, à l'exploitation et à la conservation de tous les documents : archives et cartes géographiques relatifs aux problèmes frontaliers ;
- à la recherche, à la centralisation, à l'exploitation et à la conservation de tous les documents : archives et cartes géographiques relatifs aux problèmes frontaliers ;

— à la préparation des conférences inter-Etats relatives aux problèmes frontaliers, en liaison avec les Départements Ministériels concernés ;

— aux litiges frontaliers nés de la circulation des personnes et des biens ainsi que de l'utilisation des ressources dans les zones frontalières ;

- au problème de populations dans les zones frontalières ;
- au suivi des réunions et conférences des Chefs de Circonscriptions administratives avec leurs homologues des pays voisins.

Art. 8 — La Direction des Affaires Politiques comporte trois divisions :

- Division « Elections »
- Division « Etudes Politiques »
- Division « Litiges frontaliers ».

Art. 9 — La Direction de la Réglementation administrative et des Affaires Juridiques est chargée des questions relatives aux domaines suivants :

- Elaboration des directives pour l'application des lois et règlements ;
- Elaboration des mesures générales en matière de police administrative (réunions sur la voie publique, autorisation d'ouverture de débit de boisson, d'établissement de spectacle, d'exercice de certaines professions, contrôle et censure des films destinés à la diffusion dans les lieux publics, à l'application de la législation sur la presse) ;
- Cimetières, décès, inhumations, exhumations et transfert des restes mortels ;
- Réglementation, autorisations et contrôle en ce qui concerne les collectes publiques, les loteries, les tombolas etc ;
- Réglementation, autorisation et contrôle en ce qui concerne la détention et l'utilisation des armes et munitions ;
- Suivi des questions relatives aux impôts (en liaison avec le Ministère de l'Economie et des Finances) ;
- Suivi du contentieux administratif dans les circonscriptions ;

- Recensements et statistiques des populations.

Art. 10 — La Direction de la Réglementation administrative et des Affaires Juridiques comporte trois divisions :

- Division « Réglementation et Police Administrative »
- Division « Affaires Juridiques »
- Division « Recensements et statistiques des populations ».

Art. 11 — Les services déconcentrés du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation sont :

- Les Provinces ;
- Les Préfectures ;
- Les Sous-Préfectures.

Art. 12 — Les Gouverneurs, les Prefets, les Secrétaires Généraux des Préfectures sont nommés par le Président de la République.

Art. 13 — Les sous-Prefets sont nommés par Arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

Art. 14 — Un Arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet et des Directions Techniques.

Art. 15 — Un Décret pris en Conseil des Ministres fixera les attributions et l'organisation du Secrétariat d'Etat à la Décentralisation.

Art. 16 — Un Décret pris en Conseil des Ministres fixera le régime juridique et le fonctionnement des services déconcentrés.

Art. 17 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Art. 18 — Le présent Décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry le 17 avril 1986
Général Lansana Conté

Décret n° 022 PRG/86 du 17 avril 1986 ;**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 009 PRG du 18 avril 1984, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

DECRETE

Article premier — Sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, le Secrétariat d'Etat à la Décentralisation a pour mission, la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de décentralisation.

A ce titre, il est chargé :

— de la définition et de la mise en œuvre de la politique générale relative au statut, à la création et au fonctionnement des collectivités décentralisées ainsi qu'aux compétences de leurs organes de délibération et d'exécution ;

— du suivi, de la vérification et du contrôle de la gestion des collectivités décentralisées ;

— du suivi de leurs programmes de développement et de l'harmonisation de ceux-ci avec le plan national ;

— de l'assistance aux populations dans leur effort de redressement et de développement économique ;

— de la mise en place, en liaison avec le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, un système de planification contractuelle et décentralisée.

Art. 2 — Pour accomplir sa mission, le Secrétariat d'Etat à la Décentralisation dispose :

— d'un Cabinet ;

— des services rattachés au Cabinet ;

— d'une Direction Générale de l'Administration Décentralisée ;

— d'organes consultatifs.

Art. 3 — Les services rattachés au Cabinet sont :

— La Division des Affaires Administratives et Financières ;

— Le Secrétariat Central.

Art. 4 — Le Directeur Général de l'Administration Décentralisée, sous l'autorité du Secrétaire d'Etat à la Décentralisation, est chargé d'impulser, de coordonner et de contrôler l'ensemble des activités des directions techniques.

Art. 5 — La Direction Générale de l'Administration Décentralisée comprend trois directions.

— Direction « Tutelle Administrative »

— Direction « Tutelle Financière »

— Direction « Etudes, Projets et Planification ».

Art. 6 — La Direction « Tutelle administrative » est chargée de coordonner et de contrôler les conditions de mise en application de la Politique administrative des collectivités décentralisées.

Art. 7 — La Direction « Tutelle administrative » comprend :

— La Division « Réglementation administrative et des Affaires juridiques »

— La Division « Conseils et gestion du personnel des collectivités décentralisées »

Art. 8 — La Direction de la Tutelle Financière est chargée de contrôler et de coordonner la gestion financière des collectivités décentralisées.

Art. 9 — La Direction de la Tutelle financière comprend :

— La Division « Réglementation Financière »

— La Division « Fiscalité locale et ressources ».

Art. 10 — La Direction « Etudes, Projets et Planification » est chargée du suivi des projets de développement des collectivités décentralisées, notamment les micro-réalisations ainsi que la planification contractuelle et décentralisée.

Art. 11 — La Direction « Etudes, Projets et Planification » comprend :

— La Division « Planification contractuelle et décentralisée »

— La Division « Assistance au développement local ».

Art. 12 — Un Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Décentralisation fixera les attributions et le mode de fonctionnement des services rattachés et des Divisions Techniques.

Art. 13 — Un Décret pris en Conseil des Ministres fixera le régime juridique et les conditions de fonctionnement d'organes consultatifs.

Art. 14 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Art. 15 — Le présent Décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry le 17 avril 1986

Général Lansana Conté

* * *

Décret n° 23 PRG - 86 du 17 Avril 1986.**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 Avril 1984 ;

Vu la Proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009 PRG du 18 Avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 Avril 1984 ;

Vu la Déclaration de Politique générale du CMRN en date du 22 Décembre 1985 ;

Vu l'Ordonnance n° 321 PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des Membres du 3^e Gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 22 PRG du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de Contrôle des services publics.

DECRETE :

Article premier. — Sous l'Autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, le Secrétariat d'Etat au commerce a pour mission la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de commerce.

A ce titre, le Secrétaire d'Etat est chargé :

— de l'élaboration, de l'application et du contrôle de la réglementation du Commerce en Guinée ;

— de la promotion des échanges commerciaux ;

— d'apporter aux opérateurs économiques toute l'assistance juridique, technique et administrative nécessaire à la réalisation de leurs programmes d'exportation et d'importation ;

— de la tenue à jour des Statistiques du commerce intérieur et du commerce extérieur ;

— de la formation et du perfectionnement du personnel technique de la gestion ;

— de promouvoir et d'organiser l'exercice de la profession commerciale en République de Guinée ;

— d'assurer, en liaison avec les Ministères concernés, la préparation technique, la conclusion et le renouvellement des accords commerciaux.

Art. 2. — Pour accomplir sa mission, le Secrétariat d'Etat au Commerce comporte :

— un Cabinet.

— des Services rattachés au Cabinet.

— une Direction générale du Commerce.

Le Secrétariat d'Etat a en outre, sous sa tutelle, la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture, la Caisse de Péréquation des Sociétés et Services personnalisés.

Art. 3. — Les Services rattachés au Cabinet sont :

- l'Inspection du Commerce,
- la Division des Etudes,
- la Division des Affaires Administratives et Financières,
- le Secrétariat Central.

Art. 4. — La Direction Générale du Commerce, sous l'Autorité du Secrétaire d'Etat, est chargée de la mise en œuvre de la politique du Ministère au sein des Directions Techniques dont il est chargé de l'impulsion, de la coordination et du contrôle des activités.

Art. 5. — La Direction du Commerce comprend :

- la Direction du Commerce Extérieur,
- la Direction du Commerce Intérieur et des Prix.

Art. 6. — La Direction du Commerce Extérieur est chargée :

- de l'élaboration, de l'application et du contrôle de la réglementation des échanges commerciaux avec l'étranger ;
- de la préparation technique des dossiers par la négociation d'accords commerciaux ;
- de la programmation des volumes d'exportation et d'importation des produits et de la réalisation effective de ces programmes.

Art. 7. — La Direction du Commerce Intérieur et des Prix est chargée :

- de l'élaboration de l'application et du contrôle de la réglementation des échanges internes ;
- de l'assistance aux opérations économiques guinéennes en vue d'une meilleure commercialisation et d'une correcte distribution sur le territoire national des produits de grande consommation ;
- de la statistique et du fichier des produits agricoles et industriels mis sur le marché.

Art. 8. — Un arrêté du Secrétaire d'Etat au Commerce fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet et des Divisions techniques.

Art. 9. — Un décret pris en Conseil des Ministres fixera le régime juridique et les modalités de fonctionnement de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et d'Agriculture, ainsi que les sociétés et services personnalisés.

Art. 10. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Art. 11. — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 17 Avril 1986

Général Lansana Conté

★ ★ ★

Décret n° 21 PRG - 86 du 17 Avril 1986.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 Avril 1984 ;

Vu la Proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009 PRG du 18 Avril 1984, poroquant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 Avril 1984 ;

Vu la Déclaration de Politique générale du CMRN en date du 22 Décembre 1985 ;

Vu l'Ordonnance n° 321 PRG du 22 décembre 1985, portant nomination des Membres du 3^e Gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 22 PRG du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de Contrôle des services publics.

DECRET :

Article premier. — Sous l'Autorité du Ministre de l'Economie et des Finances le Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique.

A cet titre, il est chargé en particulier :

1. de la gestion prévisionnelle des personnels statutaires et contractuels de l'Etat, des Etablissements publics, à caractère administratif et des Collectivités locales ;

2. Du recrutement des fonctionnaires et des agents non titulaires des administrations civiles de l'Etat, ainsi que du contrôle des recrutements des personnes à caractère administratif ;

3. De l'élaboration de la réglementation applicable aux personnels des Administrations civiles d'Etat, des Collectivités locales décentralisées et des Etablissements publics à caractère administratif ;

4. De la gestion centralisée des personnels des Administrations Civiles de l'Etat, de la Coordination et du Contrôle des activités de gestion, du personnel des Collectivités décentralisées ;

5. De contribuer à la protection sociale des personnels des Administrations de l'Etat, des Collectivités Territoriales, des Etablissements publics à caractère administratif et des Collectivités décentralisées.

6. De participer à l'évaluation des besoins et à la gestion au perfectionnement des personnels civils de l'Etat, des Etablissements publics à caractère administratif et des collectivités décentralisées.

Art. 2. — Pour accomplir sa mission, le Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique dispose :

- d'un Cabinet,
- de Services rattachés au Cabinet,
- d'une Direction Générale de la Fonction Publique,
- d'Organismes Consultatifs.

Art. 3. — Les services rattachés au Cabinet, sont :

- les services Administratifs et Financiers,
- le Secrétariat Central.

Art. 4. — Les Organismes consultatifs sont :

- le Conseil de Discipline,
- la Commission Consultative de Reclassement des agents titulaires de certificats de stages et de titres,
- la Commission Nationale des Contrats,
- les Commissions administratives paritaires,
- le Conseil Supérieur de la Fonction Publique.

Art. 5. — La Direction Générale de la Fonction Publique comprend : outre le Service d'Accueil et d'Information :

- la Division Etudes, Programmation et Contrôle des Effectifs,
- la Division des Archives,
- la Division de la Gestion du Personnel,
- la Division Contentieux et Discipline.

Art. 6. — Un arrêté du Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet et à la Direction Générale de la Fonction Publique.

Art. 7. — Un décret pris au Conseil des Ministres fixera les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement des organismes consultatifs.

Art. 8. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Art. 9. — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 17 Avril 1986

Général Lansana Conté

**Ordonnance n° 075 PRG du 18 mars 1986,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Vu la Déclaration de prise effective du Pouvoir par l'Armée en date du 3 Avril 1984 ;

Vu la Proclamation de la 2eme République ;

Vu l'Ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985, portant réorganisation du Gouvernement de la deuxième République.

ORDONNE

Article premier — Il est créé au sein du Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications un Centre des Cheques postaux et de la Caisse Nationale d'Epargne placé sous l'autorité de la Direction Générale des Services Postaux et Financiers et dont la gestion est confiée à une Direction dénommée Direction du Centre des Cheques Postaux et de la Caisse nationale d'Epargne.

Son siège social est fixé à Conakry

Art. 2 — Le Centre des Cheques Postaux et de la Caisse Nationale d'Epargne est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle du Secrétariat d'Etat aux Postes et télécommunications et fonctionne sous la garantie de l'Etat.

Art. 3 — Le Centre des Cheques Postaux et de la Caisse nationale d'Epargne a pour objet la mobilisation de l'Epargne des particuliers et des collectivités (indispensables pour le démarrage économique du pays) et de faciliter les règlements ainsi que la gestion de leurs comptes courants.

Art. 4 — Pour réaliser son objet, le Centre des Cheques Postaux et de la Caisse Nationale d'Epargne (CCP et CNE) est destiné à :

- a) — concevoir et mettre en œuvre tous les moyens appropriés pour promouvoir et développer l'Epargne en Guinée ;
- b) — mettre à la disposition de l'Etat d'importantes ressources de trésorerie (Cheques postaux) ;
- c) — recevoir et faire fructifier les sommes qui lui sont confiées ;
- d) — octroyer des crédits à l'économie à l'aides ressources collectées auprès des Epargnants et mobilisées auprès du public par voie d'emprunts ;
- e) — rémunérer à leur juste valeur sur la base des taux officiels les différents placements qui seront effectués à son niveau par les particuliers et des Administrations ;
- f) — octroyer directement des prêts aux particuliers et aux collectivités (Epargne-crédits, Epargne-logement...).

Art. 5 — Tous les bureaux de Poste de la Guinée servent d'intermédiaires entre le public et le service des Cheques Postaux pour les versements et les paiements des Cheques et participent également en qualité de correspondants de Caisse Nationale d'Epargne, à l'encaissement des sommes versées par les déposants et au remboursement en capital et intérêts des sommes déposées.

Art. 6 — La gestion financière et comptable du Centre des Cheques Postaux et de la Caisse nationale d'Epargne est assurée par un agent comptable placé sous la responsabilité du Directeur du Centre assisté de deux Chefs de Service. Ces derniers sont nommés par décision du Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications.

Art. 7 — Toutes dispositions antérieures et contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

Art. 8 — Le Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications est chargé de l'application de la présente ordonnance qui sera enregistrée et publiée au Journal officiel de la République.

Conakry, le 18 mars 1986
**Le Général de Brigade
Lansana Conté**

Ordonnance n° 81 PRG-86 du 29 mars 1986,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la Déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 Avril 1984.

Vu La proclamation de la deuxième République,

VU l'Ordonnance n° 321/PRG du 22 décembre 1985, portant réorganisation du Gouvernement de la 2^e République ;

ORDONNE

Article premier. — les articles 1^{er} et 8^e et la date de l'ordonnance n° 316/PRG du 21 décembre 1985 sont rectifiés ainsi qu'il suit :

AU LIEU DE :

Art. Premier. — Il est institué au sein de la fonction Publique une position de disponibilité spéciale.

A cet effet, l'article 67 du décret n° 048 PRG du 8 octobre 1959 portant statut général de la Fonction Publique est complété infine comme suit :

LIRE

Article premier. — Il est institué au sein de la Fonction Publique une position de disponibilité spéciale.

A cet effet, l'article 67 de l'Ordonnance n° 048 PG du 8 octobre 1959 portant statut général de la Fonction Publique est complété infine comme suit :

2. AU LIEU DE :

Art. 8. — tout fonctionnaire qui n'a pas été remplacé en position d'activité à l'issue de la période de disponibilité spéciale est immédiatement rayé des cadres de l'Administration et admis à faire valoir ses droits à la retraite s'il remplit les conditions requises. Dans le cas contraire, il bénéficie des dispositions d'indemnisation prévues à l'article 108 du décret n° 048/PRG du 24 avril portant statut général de la Fonction Publique.

LIRE :

Art. 8. — Tout fonctionnaire, qui n'a pas été remplacé en position d'activité à l'issue de la période de disponibilité spéciale est immédiatement rayé des cadres de l'Administration et admis à faire valoir des droits à la retraite s'il remplit les conditions requises. dans le cas contraire, il bénéficie des dispositions d'indemnisation prévues à l'article 108 de l'Ordonnance n° 048/PRG du 8 octobre 1959 portant statut général de la Fonction Publique.

LE RESTE SANS CHANGEMENT

Art. 2. — La présente Ordonnance sera enregistrée et publiée au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 29 mars 1986
Général Lansana Conté

★ ★ ★

Ordonnance n° 085/PRG-86 du 24 avril 1986,

Vu la déclaration de la prise effective du pouvoir en date du 3 Avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 321 PRG du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

ORDONNE

Article premier — Les rectifications ci-dessous sont apportées à l'article 3 de l'ordonnance n° 096/PRG/85 du 22 avril 1985, portant immatriculation des véhicules, des engins de Chantiers et des engins à deux roues :

- 1) — Pour les véhicules des Services publics (Budget

national). L'immatriculation est faite comme indiquée dans les exemples suivants :

- Un véhicule de la Justice : GG — 0001 — A — RG
- Un véhicule de la Santé : GG-0002-A-RG

Les plaques de ces véhicules sont de fond noir avec des écritures blanches.

2) — Pour les véhicules des Entreprises Publiques et Sociétés d'Economie Mixte (Budget Autonome), l'immatriculation est faite conformément aux exemples ci-dessous :

- Un véhicule d'ONAH : VA—0001—RG
- Un véhicule de la CBG : VA—0002—RG

Les plaques de ces véhicules sont de fond blanc avec des écritures noires.

3) — Toutes les Entreprises Publiques et Sociétés d'Economie Mixte, sans aucune exception, sont astreintes au paiement des frais d'immatriculation d'assurance et ceux des vignettes, relatifs à leurs véhicules et engins, auprès du Trésor Public.

Art. 2 — Tous les Services publics se mettent en rapport avec la direction des Garages du Gouvernement qui délivre l'autorisation d'immatriculation sur présentation des documents exigés à cet effet.

Art. 3 — Le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, les Gouverneurs de Province, les Préfets, les Inspecteurs Provinciaux, les Chefs des Subdivisions des T.P. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente Ordonnance qui prend effet à compter de la date de sa signature et sera enregistrée et publiée au *Journal Officiel* de la République.

Conakry, le 24 avril 1986

GENERAL LANSANA CONTE

★ ★ ★

Par ordonnance n° 082 PRG-86 du 10 avril 1986 les cadres dont les noms suivent sont nommés dans les fonctions ci-après au Ministère de l'Information et de la Culture.

Ce sont :

1. Secrétaire Général M. Almamy Diaby
2. Chef de Cabinet M. M'Mamboun Kaba
3. Directeur Général de la Culture M. Baïllo Téliwel Diallo
4. Directeur Général de la RTG M. Emanuel Katty
5. Directeur Général Journal d'Information Horoya M. Mohamed Mounir Camara.
6. Directeur Général Office National au cinéma de Guinée Commandant Camara Kaba 41 (ONACIG)
7. Directeur Général Agence Guinéenne de Presse M. Mohamed Condé
8. Directeur général Société Guinéenne de Publicité M. Moussa Kémoko Diakité
9. Directeur Général Imprimerie Patrice Lumumba M. Mohamed Lamine Somparré.
10. Inspecteur général des Services de l'Information M. Souleymane Camara.

La présente ordonnance prend effet à compter de la date de signature.

★ ★ ★

Par ordonnance n° 084 PRG-86 du 15 avril 1986, Monsieur Amadou Binani Diallo, précédemment secrétaire général chargé des Affaires Sociales et de la Décentralisation de Gaoual, est nommé Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

La présente ordonnance prend effet à compter de sa date de signature.

Par Ordonnance n° 086/PRG-86 du 24 avril 1986, Monsieur *Moussa Kourouma*, professeur de Sciences Sociales, précédemment directeur général adjoint de l'Institut Pédagogique National est nommé directeur Préfectoral de l'éducation et de la Culture de Guéckédou en remplacement de Monsieur *Mamadou Mouctar Diallo*, suspendu de ses fonctions pour faute lourde.

La présente ordonnance prend effet pour compter de la date de sa signature.

Par ordonnance n° 088/PRG-86 du 25 avril 1986, une bourse de Stage dans le domaine de l'Agro-Pastoralisme d'une durée de 5 mois à Bangui en République Centrafricaine est accordée à Monsieur *Mamadou Ciré Barry*, Ingénieur Zootechnicien en service au Projet RAF-81/O60 à Labé.

Les frais de stage, d'entretien et de transport (aller-retour) sont à la charge de la F.A.O.

★ ★ ★

Par ordonnance n° 089 PRG-86 du 25 avril 1986, une bourse de stage dans le domaine Minier en France (Ales) d'une durée de 8 mois à compter du 15 Mars 1986 est accordée à Monsieur *Mamadou Chérif Diallo*, Ingénieur des Mines en service au Ministère des ressources de l'Energie et de l'Environnement.

Les frais de stage, d'entretien et de transport (aller-retour) sont à la charge du Gouvernement Français.

★ ★ ★

Par ordonnance n° 090 PRG — 86 du 25 avril 1986, une bourse de Stage d'une durée de (8) mois en République Démocratique Allemande est accordée à M^r Kabiné Kaba, entraîneur de Football de l'équipe Préfectorale de Kankan.

Les frais de stage, et d'entretien sont à la charge du Gouvernement Allemand, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le Gouvernement Guinéen.

★ ★ ★

Par ordonnance n° 091 PRG — 86 du 25 avril 1986, une bourse de stage dans le cadre de l'Assistance Technique et Scientifique de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) est accordée à M^r Amadou Barry, Ingénieur Agronome en service au Projet CEPAM de Dalaba auprès du Centre de Développement Horticole de Dakar pour une durée de 6 mois à compter du 25 mars 1986.

Les frais de stage, d'entretien et de transport (aller-retour) sont à la charge de la FAO.

★ ★ ★

Par ordonnance n° 092 PRG — 86 du 25 avril 1986, une bourse d'études supérieures est accordée aux étudiants dont les noms suivent, dans les spécialités ci-après en Union des Républiques Socialistes Soviétiques au titre de l'année universitaire 1985-1986.

1. Amnata Barry, Biblio-Economie et Bibliographe
2. Aissata Barry, Pharmacie.

Les frais d'études, d'entretien sont à la charge du Gouvernement Soviétique, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le Gouvernement Guinéen.

★ ★ ★

Par arrêté n° 093 PRG — 86 du 25 avril 1986, une bourse de stage en République Fédérale d'Allemagne d'une durée de 24 mois à compter du 1^{er} avril 1986 est accordée à M^r Mamadou Diallo Baldé, aide-ingénieur au Centre de Formation Professionnelle de Labé.

Les frais de stage, d'entretien et de transport (aller-retour) sont à la charge du Gouvernement Allemand.

Par ordonnance n° 094 PRG — 86 du 25 avril 1986, une bourse d'études supérieures est accordée au titre de l'année universitaire 1986/87 en République Populaire de Bulgarie aux étudiants dont les noms suivent dans les spécialités ci-après ;

I — INFORMATIQUE

1. Ahmed N'Faba Camara

II — SCIENCES SOCIALES

2. Maguette Diop

III — AGRICULTURE

3. Toumany Bangoura

IV — ELECTRONIQUE

4. Ahmed Sékou Condé

Les frais d'études, d'entretien sont à la charge du Gouvernement Bulgare, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le Gouvernement Guinéen.

★ ★ ★

Par ordonnance n° 095 PRG — 86 du 25 avril 1986, une bourse de stage d'une durée de (6) mois en France à compter du 20 avril 1986 est accordée aux ingénieurs dont les noms suivent, en service au Ministère des Ressources Naturelles de l'Environnement, dans les spécialités ci-après :

I — DESSIN DE PROJETS ET DU GENIE MECANIQUE

1. Mme Houssainatou Touré, dessinatrice à CBG/Kamsar

II — GESTION INFORMATION MINIERE
ET DE LOGICIELS DIFFERENTS
POUR LA PLANIFICATION D'UN GISEMENT

2. Mamadou Kindy Barry, Ingénieur Géologue à CBG/Kamsar

Les frais de stage, d'entretien et de transport (aller-retour) sont à la charge de la Société CBG.

★ ★ ★

Par ordonnance n° 096 PRG — 86 du 25 avril 1986, une bourse de stage d'une durée de (6) mois à compter du 1^{er} avril 1986 au Centre Régional de Télédétection à Ouagadougou (Burkina Faso), est accordée à M^r Mamadou Iliass Diallo, Ingénieur de Génie-Rural en service au Projet Aménagement du Massif du Fouta-Djallon à Labé.

Les frais de stage, d'entretien et de transport (aller-retour) sont à la charge de la FAO.

★ ★ ★

Par ordonnance n° 097 PRG — 86 du 25 avril, une bourse de stage en France d'une durée de 5 mois à compter du 15 avril 1986 est accordée à M^r Mamadou S. Sall, ingénieur agronome en service au Projet GUI/82/003 Pita (Aménagement Quatre Bassins Versants).

Les frais de stage, d'entretien et de transport (aller-retour) sont à la charge de la FAO.

★ ★ ★

Par ordonnance n° 098 PRG — 86 du 25 avril 1986, une bourse de stage sur l'Aménagement des Stations expérimentales auprès du Centre International d'Amélioration du maïs et blé (CIMMYT) au Mexique d'une durée de 12 mois à compter du 15 avril 1986 est accordée à M^r Seydouba Sylla, Ingénieur Aménagiste.

Les frais de stage, d'entretien sont à la charge du Gouvernement Mexicain, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le Gouvernement Guinéen.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Par arrêté n° 1888 MDR du 28 avril 1986, la précoopérative fruitière de Coyah, Préfecture Coyah, est agréée comme coopérative agricole sous la dénomination de l'organisation des planteurs de Guinée, OPLAG.

— L'Organisation des planteurs de Guinée OPLAG, observera toutes les dispositions de ses statuts ainsi que celles des textes qui régissent les coopératives en Guinée. Elle se conformera également aux lois nationales.

— Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1890 MDR CAB du 28 avril 1986, la précoopérative des planteurs de Findémouah est agréée comme coopérative agricole sous la dénomination de coopérative des planteurs de Findémouah, COPE.

— La coopérative des planteurs de Findémouah COPE, de la Préfecture de Forécariyah, observera toutes les dispositions de ses Statuts ainsi que celle des textes de Guinée. Elle se conformera aussi aux lois en vigueur dans le pays.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1891 MDR-CAB du 28 avril 1986, la coopérative de production agricole de Siguiri, de la Préfecture de Siguiri, est agréée comme coopérative sous la dénomination de coopérative de production agricole de Siguiri, COPROAS.

— La Coöperative de Production Agricole de Siguiri, COPROAS, observera et fera observer toutes les dispositions de ses Statuts qui ont force de loi pour les membres. Elle se conformera aux textes qui régissent les organisations coopératives en Guinée et observera les lois nationales.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1889 MDR-CAB du 28 avril 1986, la précoopérative des planteurs Gbago François Zoumanigui de Sikhourou, préfecture de Forécariyah, est agréée comme coopérative agricole sous la dénomination de Coöperative des Planteurs Gbago François Zoumanigui, CPGFZ.

— La coopérative des planteurs Gbago François Zoumanigui, C.P.G.F.Z. de Sikhourou, observera les dispositions de ses Statuts ainsi que celle des textes qui régissent les coopératives en République de Guinée. De même, elle se conformera aux lois en vigueur dans le pays.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1887 MDR CAB du 28 avril 1986, la précoopérative des planteurs de Kindia centre est agréée comme coopérative agricole sous la dénomination de coopérative des producteurs de fruits et agrumes de Guinée, COPROFAG.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1892 MDR-CAB du 28 avril 1986, la précoopérative agricole de fruits et légumes de Saint Alexis, de la Préfecture de Siguiri, est agréée comme société coopérative agricole de fruits et légumes de Saint Alexis de Siguiri.

— La coopérative agricole de fruits et légumes de Saint Alexis appliquera toutes les dispositions de ses statuts et de son règlement intérieur. De même, elle observera les textes régissant les coopératives ainsi que les lois de la République de Guinée.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1886 MDR-CAB du 28 avril 1986, la Précoopérative des Planteurs « Allatantou » de Farmoréah; préfecture de Forécariah, est agréée comme coopérative agricole sous la dénomination de Coopérative Fruitière Allatantou, C.F.A.

— La coopérative Fruitière Allatantou, C.F.A., observera toutes les dispositions de ses statuts et des textes régissant les organisations coopératives en Guinée. Elle se conformera aussi aux lois de l'Etat Guinéen.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

SECRETARIAT D'ETAT AU COMMERCE

Par arrêté n° 1291 — SEC - DC - OPC du 12 mars 1986, sont agréés en qualité de commerçants de la catégorie Import-Export, les messieurs domiciliés à Conakry, dont les noms suivent :

1 — El Hadj Mamadou Moumini Bah, Quartier Hafia-Minière Préfecture de Conakry 2

2 — Hassane Diallo, Quartier Belle-Vue Marche Préfecture de Conakry 2

3 — El Hadj Mamadou Diawo Diallo, Quartier Gbessia-Port Préfecture de Conakry 2

4 — El Hadj Oumar Bella Diallo, Quartier Hafia-Minière Préfecture de Conakry 2

5 — Boubacar Boye Diallo, Quartier Sañs fil Préfecture de Conakry 1

6 — Souleymane Barry, Quartier Bousoura Préfecture de Conakry 3

7 — Nana Keita, Quartier Tumbo Préfecture de Conakry 1.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Par arrêté n° 1457 — SEC - DC - OPC du 28 mars 1986 sont et demeurent annulés la carte professionnelle n° 007-IP-85 du 10/09/85 et l'arrêté n° 8305/MC/DC/OPC/85 du 11.09/85 agréant précédemment Monsieur El Hadj Madigbé Cissé en qualité de commerçant import-export.

Monsieur El Hadj Madigbé Cissé cesse toutes ses activités commerciales sur le territoire de la République de Guinée à compter de la date de signature du présent arrêté.

Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures, contraires à celles du présent arrêté.

Les Ministères de l'Economie et des Finances, de la Justice, le Secrétariat d'Etat à la Sécurité, la Chambre de commerce, l'Industrie et d'Agriculture de Guinée, la Direction générale des Douanes, les Contributions diverses sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Par arrêté n° 1625 SEC-DC-OPC du 16 avril 1986, est agréé en qualité de commerçant de la catégorie import-export Mr. You-

noussa Bah, domicilié au quartier Ratoma, Sous Préfecture de Ratoma Préfecture de Conakry II.

— Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Par arrêté n° 1651 SISEC-DC-OPC du 17 avril 1986, est agréée en qualité de commerçante de la catégorie Import-Export Madame Laouratou Bah domiciliée au quartier Gusné sous Préfecture Centrale de la Préfecture de Pita.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Par arrêté n° 1652 SEC-DC-OPC du 17 avril 1986, sont agréés en qualité de commerçants de la catégorie Import-Export, les Messieurs domiciliés à Conakry, dont les noms suivent : Hawa Diallo quartier Manquepas, Préfecture de Conakry I.

Demba Doumbouya quartier Hafia Minière, Préfecture de Conakry II.

El Hadj Moustapha Sow, quartier Dixinn Mosquee Préfecture de Conakry III.

Mamadou Bah, quartier Dixinn Mosquee Préfecture de Conakry II.

Anarana Barry, quartier Hamdalaye Préfecture de Conakry III.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Par arrêté n° 1653 SEC-DC-OPC du 17 avril 1986, est agréé en qualité de commerçant de la Catégorie Import-Export Monsieur El Hadj Fodé Momo Bangoura domicilié au quartier Pita sous Préfecture centrale de la Préfecture de Pita.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Par arrêté n° 1779 SEC-DC-OPC du 23 avril 1986, est agréé en qualité de commerçant de la Catégorie Détaillant Boutique Monsieur Salifouké Touré, domicilié au District de Fandié, sous Préfecture de Maferinyah, Préfecture de Forécariah.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

MINISTERE DES RESSOURCES NATURELLES DE L'ENERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Par arrêté n° 1298 SGG-MRNEE du 15 mars 1986, Monsieur El Hadj Abdoulaye Balde rédacteur d'Administration Principal Classe Unique, précédemment Commissaire Général aux Affaires Sociales de la CBG, affecté au Cabinet, reste maintenu pour le compte de l'Office des Bauxites de Kindia (OBK).

La dépense est imputable au Budget autonome de l'OBK exercice 1986.

Le présent arrêté, valable pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1986, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Par arrêté n° 1299 SGG-MRNEE du 15 mars 1986, Monsieur Yaya Cissé matricule 134900, ingénieur géologue à la Direction

Général des Mines et de la Géologie est nommé Coordonateur du Projet EPITEC International.

La dépense est imputable au Budget national de Développement exercice 1986.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Par arrêté n° 1300 SGG-MRNEE du 15 mars 1986. Les cadres de la Direction Générale des Mines et de la Géologie dont les noms suivent sont détachés au projet EPITEC International en qualité d'homologue.

1. Ibrahima Camara, matricule 134.519 ingénieur Géologue, homologue au chef des travaux.

2. Abdoulaye Sylla, matricule 135.389 ingénieur Géologue.

La dépense est imputable au budget national de développement exercice 1986.

La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature.

MINISTERE DES RESSOURCES HUMAINES DE L'INDUSTRIE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Par arrêté n° 742 PRG-SGG-MRHI-PME-ON-PME du 8 février 1986, la Société anonyme dénommée « INDEX S.A. » est autorisée à s'installer en République de Guinée : son siège est fixé à Conakry.

La Société a pour objet la transformation des produits agricoles destinés à l'exportation, le commerce, la gestion de tous biens mobiliers immobiliers.

La Société INDEX S.A. sera soumise en matière d'importation d'impôts et des taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1077 MRHI-PME-ONPME du 26 février 1986. M. Ibrahima Sory Touré demeurant au quartier Almamyia 1^{er} S/P Conakry I est autorisé à installer une Fabrique d'emballage en Carton à Conakry.

La Société sera soumise en matière d'importation d'impôts et des taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1092 PRG-SGG-MRHIPME-ONP-PME du 27 février 1986. La Société SARL dénommée « SIPESCA » est autorisée à l'installation en République de Guinée, son siège social est fixé à Conakry.

La société « SIPESCA » a pour objet l'étude, la réalisation, l'exploitation, la gestion et le développement d'activités de pêche industrielle.

La Société SIPESCA sera soumise en matière d'importation d'impôts et des taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société ne se conformerait pas aux stipulations de l'ordonnance n° 308/PRG/du 12 décembre 1986.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1094 PRG-SGG-MRHIPME-ONPME du 27 février 1986. Monsieur Aboubacar Demba Touré transporteur résidant au quartier Nènè Khaly Condetto de la Préfecture de Conakry 3, est autorisé à installer une entreprise de Transport dénommée « U. TRANSGUI » (Union de Transport Guinéen) en République de Guinée.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de son Entreprise.

L'Entreprise sera soumise en matière d'importation d'impôts et des taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1274 PRG-SGG-MRHIPME-ONP-PME du 11 mars 1986, la Société à responsabilité limitée dénommée « S.I.P.O.P », est autorisée à s'installer en République de Guinée, son Siège social est fixé à Conakry.

LA SIPOP a pour objet la pêche industrielle et artisanale, la commercialisation des produits de la pêche et l'acquisition des matériels et équipements nécessaires à la pêche.

La Société sera soumise en matière d'importation d'impôts et des taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1275 PRG-SGG-MRHIPME-ONP-PME du 11 mars 1986, la Société à responsabilité limitée dénommée « PANAFRICAIN de PECHE », est autorisée à s'installer en République de Guinée, son siège social est fixé à Conakry.

La société PANAFRICAIN a pour objet la pêche industrielle et artisanale, la commercialisation des produits de la pêche, l'acquisition des matériels et équipements nécessaires à la pêche.

La société sera soumise en matière d'importation, d'impôts et des taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée. Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la société ne se conformerait pas aux stipulations de l'ordonnance n° 308/PRG/85 du 22 décembre 1985.

Le présent arrêté prend effet et à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1276/PRG/SGG/MRHIPME/ONPPME du 11 mars 1986, la Société à responsabilité limitée « HAFIA » est autorisée à s'installer en République de Guinée ; son siège est fixé à Conakry.

La Société a pour but, la construction de bâtiments, les travaux de Génie-Civil, la confection et toutes opérations Industrielles et Commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

La Société sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1278/PRG/SGG/MRHIPME/ONPPME du 11 mars 1986, Monsieur Mohamed Camara demeurant au quartier Domino est autorisé à installer une Station de lavage et d'entretien de véhicules à Conakry.

La Station sera soumise en matière d'importation d'impôts et de taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de huit (8) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté les preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1279/MRHIPME du 12 mars 1986, M^r Mamady Kaba, administrateur civil à la direction des Etudes et de la Promotion Industrielle est nommé superviseur du programme Transitoire d'action de production et de commercialisation des deux Unités Industrielles de Kankan : l'Usine de Jus de Fruits et la Briqueterie.

La dépense est imputable au budget national exercice 1986.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Par arrêté n° 1280/PRG/SGG/MRHIPME/ONPPME du 12 mars 1986, la Société à responsabilité limitée dénommée « SERES — GUINEE » est autorisée à s'installer en République de Guinée, son siège est fixé à Conakry.

La Société a pour objet, la construction, la rénovation et toutes opérations financières et commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

La Société « SERES — GUINEE » sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1281/PRG/MRHIPME/ONPPME du 12 mars 1986, la société à responsabilité limitée dénommée « SABAKA » est autorisée à s'installer en République de Guinée ; son siège social est fixé à Conakry.

La SABAKA a pour objet, la Pêche Industrielle et toutes opérations Commerciales et Financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

La société sera soumise en matière d'importation d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la société ne se conformerait pas aux prescriptions de l'Ordonnance n° 308/PRG du 12 décembre 1985.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1282/PRG/SGG/MRHIPME/ONPPME du 12 mars 1986, la société anonyme dénommée « EURATEC — GUINEE S.A » est autorisée à s'installer en République de Guinée ; son siège social est fixé à Conakry.

La société « EURATEC — GUINEE S.A » a pour objet, la pêche industrielle et toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

« EURATEC — GUINEE » sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la société ne se conformerait pas aux prescriptions de l'Ordonnance n° 308/PRG/85 du 12 décembre 1985.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1283/PRG/SGG/MRHIPME/ONPPME du 12 mars 1986, la société à responsabilité limitée dénommée « Garage Moderne de Guinée » est autorisée à s'installer en République de Guinée ; son siège social est fixé à Conakry.

La société a pour objet, la mécanique, la tôlerie, la peinture, la représentation et tous travaux d'entretien de véhicules.

La société sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1285/MRHIPME-ONO-PME du 12 mars 1986, monsieur Boubacar Barry demeurant au quartier Matoto 9^e S/P Conakry est autorisé à installer une menuiserie industrielle à Conakry.

La menuiserie sera soumise en matière d'importation d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas fourni des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1292/MRH/PME-ONP/PME du 12 mars 1986, La société à responsabilité limitée dénommée « SODIACOM », est autorisée à s'installer en République de Guinée, son siège social est fixé à Conakry.

La société SODIACOM a pour objet l'impression, la transformation du fer, les charpentes métalliques, la menuiserie et les travaux de bâtiments.

La société sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la société n'aurait pas apporté de preuve suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1295 MRHI/PME-CAB du 14 mars 1986, monsieur Alpha Mory Condé, administrateur, directeur général adjoint de la Société Guinéenne de Fabrication (SOGUIFAB) est nommé directeur général adjoint de la Société Mixte de Production de Ciment (SOPROCIMENT) en remplacement de Monsieur Thierno Oumar Sow.

Monsieur Thierno Oumar Sow, ingénieur géodésien précédemment directeur général adjoint de la Société Mixte de Production de Ciment (SOPROCIMENT) est nommé directeur général adjoint de la Société Guinéenne de Fabrication (SOGUIFAB) en remplacement de Monsieur Alpha Mory Condé.

Mme Saran Kaba, CSFC précédemment chef du service commercial de la Société Mixte de Production de Ciment (SOPROCIMENT) est nommée caissière de la société.

Le présent arrêté prend pour compter de la date de signature.

Par arrêté n° 1302 MRHI/PME-ONP-PME du 18 mars 1986, la Société à responsabilité limitée dénommée « IEMRABOTT » au capital de 8.000.000 est autorisée à s'installer en République de Guinée.

Son siège social est fixé à Conakry.

La société « Groupe IEMRABOTT » a pour objet tous travaux des bâtiments : construction, peinture, plomberie, électricité.

La société sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1303 MRHI/PME-ONP-PME du 18 mars 1986, monsieur Karantoko Souaré, demeurant au Quartier Tanenc marcé 9° Sous-Préfecture Conakry III est autorisé à installer un Studio de photographie.

Le studio sera soumis en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de 6 mois au cas où l'intéressé n'aurait pas fourni de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1307 MRHI/PME-ONP-PME du 18 mars 1986, le délai de validité de l'arrêté n° 4278/MDL/CAB/85 du 25/04/85 autorisant monsieur Moussa Traoré S/C Société Traoré et frères B.P. 1125 à implanter une usine de peinture à Conakry est prorogé jusqu'au 31 décembre 1986.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1308 PRG-SGG-MRHI-PME-ONP-MPE du 18 mars 1986, madame N'Gogny Kane demeurant au quartier Mafanco préfecture de Conakry III, est autorisée à installer une maison d'Imprimerie à Conakry.

La maison d'Imprimerie a pour objet l'imprimerie-papeterie et la Librairie.

La maison d'Imprimerie sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1305 MRHI-PME-ONP-PME du 18 mars 1986, la Société à responsabilité limitée dénommée « SOGUI-SER » (Société Guinéenne de Services Réunis) est autorisée à s'installer en République de Guinée ; son Siège social est fixé à Conakry.

La SOGUI-SER a pour objet la laverie automatique, toilette de voiture ; la diffusion et rédaction publicitaire ; la diffusion de produits d'entretien et de beauté, la librairie Papeterie et toutes prestations de services.

La SOGUI-SER sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1306 MRHI/PME-ONP-PME du 18 mars 1986, La Société à responsabilité limitée dénommée « SIPEM » est autorisée à s'installer en République de Guinée, son siège est établi à Conakry.

La Société « SIPEM » a pour objet : l'exploitation, la commercialisation des produits de pêche, la conservation, la transformation, le transport.

La Société « SIPEM » sera soumise en matière d'importation d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société ne se conformerait pas aux stipulations de l'Ordonnance n° 308 PRG du 12 décembre 1985.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1312 MRHI-PME-ONP-PME du 19 mars 1986, la Société à responsabilité limitée dénommée « SOPEB » (Société de Pêche Béréte et Freres) est autorisée à s'installer en République de Guinée, son siège est fixé à Conakry.

La Société « SOPEB » a pour objet la pêche industrielle et toutes opérations financières et commerciales directement ou indirectement liée à l'objet social.

La Société « SOPEB » sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société ne se conformerait pas aux stipulations de l'Ordonnance n° 308 PRG/85 du 12 décembre 1985.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1314 MRFHI-PME-ONP-PME du 19 mars 1986, monsieur Mamadou Dian Diallo demeurant au quartier Hamda laye Préfecture de Conakry-II, est autorisé à installer une fabrique de mousse à Conakry.

La fabrique de mousse sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° MRHI-MPE-ONP-PME du 19 mars 1986, monsieur Marrone Philype B.P. 587 demeurant au quartier Kipé Pré-

fecture Conakry-II est autorisé à installer un salon de coiffure et de l'Esthétique à Conakry.

Le Salon de coiffure sera soumis en matière d'importation d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1326 MRHIPME-ONPPME du 21 mars 1986, La Société Anonyme au capital de 12.000.000 Frs guinéen dénommée « MINEX - CISSE - DOOST » est autorisée à installer une Bijouterie Moderne à Conakry.

La Bijouterie Moderne a pour objet la transformation artisanale, semi Industrielle de l'Or et des pierres précieuses.

La Société sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent Arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1327 MRHIPME-ONPPME du 21 mars 1986, Monsieur Ibrahima Sory Baldé demeurant au quartier Boulbinet Préfecture de Conakry I, est autorisé à installer un Pressing à Conakry;

Le Pressing sera soumis en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent Arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1328 MRHI- PME du 21 mars 1986, La Société Anonyme (S. A.) dénommée « SOGAPEM » (Société Guinéo-Allemande de pêche Maritime) est autorisée à s'installer en République de Guinée, son siège est fixé à Conakry.

La Société « SOGAPEM » a pour objet la pêche industrielle, la construction de dépôts frigorifiques, la location des bateaux de pêche, la conservation des produits halieutiques et toutes opérations commerciales, financières mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

La Société SOGAPEM sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société ne se conformerait pas aux stipulations de l'ordonnance n° 308/PRG/85 du 12 décembre 1985.

Le présent Arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1330 MRHI-PME-ONPME du 22 mars 1986, Monsieur Alpha Diop, demeurant au quartier Almamy, 2^e Sous-Préfecture de Conakry I est autorisé à installer une Unité de fabrication de savons, détergeant et produits cosmétiques.

L'Unité sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent Arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1331 MRHIPME-ONP-PM du 22 mars 1986, Monsieur A Sinkoun Camara BP 849 demeurant au quartier Minière Conakry 2 est autorisé à installer une Fabrique de Gants en Cuir à Conakry.

La Fabrique de Gants sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent Arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1332 MRHI - PME - ONPPME du 22 mars 1986, Monsieur Biro Kanté Administrateur civil principal retraité est autorisé à installer une Boulangerie Moderne à Dabola.

La Boulangerie sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent Arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1336 MPHIPME-ONPPME du 22 mars 1986, La Société à responsabilité limitée dénommée « SAPOGUL » est autorisée à s'installer en République de Guinée, son siège est établi à Conakry, BP. 831.

La société SAPOGUL a pour objet : la pêche industrielle, la conservation, la transformation, la distribution, la commercialisation et le transport de poisson et autres produits de la mer.

La Société SAPOGUL sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société ne se conformerait pas aux stipulations de l'ordonnance n° 308 du 12 décembre 1985.

Le présent Arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1416 PRG-SGG-MRHIPME-ONP-PME du 25 mars 1986, Monsieur Mamady Dounoh, demeurant au quartier madina-Marché Préfecture de Conakry-III, est autorisé à installer une entreprise d'entretien Général à Conakry.

L'Entreprise d'entretien Général sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1535 MRHIPME du 22 mars 1986, la Société à responsabilité limitée dénommée ALPHA PLUS est autorisée à implanter en République de Guinée une usine de bougies d'éclairage.

La Société ALPHA PLUS sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent Arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 5376 du 15 septembre 1986, la société à responsabilité limitée dénommée SOPRESCOM (Société de prestation et de construction métallique) est autorisée à s'installer en République de Guinée ; son siège est fixé à Conakry.

La société a pour objet : la construction métallique (fabrication de cuves et citernes), les travaux de chaudronnerie ; la location d'engins et du matériel divers, la distribution de pièces détachées, la maintenance et généralement toute opération financière industrielle et commerciale pouvant se rattacher d'une manière quelconque à l'objet social.

La Société sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Un délai de un (1) mois à compter de la date de signature du présent Arrêté est accordé à la Société pour son inscription au registre du commerce auprès du greffe du Tribunal de Conakry ;

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent Arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

SECRETARIAT D'ETAT AUX TRANSPORTS

Arrêté n° 1434 MEU — UET — CAB du 27 mars 1986 ; LE SECRETARIAT D'ETAT AUX TRANSPORTS.

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la Proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 009/PRG/84 du 15 avril 1984, prorogeant la validité des Lois et Règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu les Ordonnances n° 239/PRG/84 et 240/PRG/84 du 3 octobre 1984 portant Code des Investissements et textes d'application ;

Vu l'Ordonnance n° 080/PRG/84 du 28 mars 1985 portant nomination des membres de la Commission Nationale des Investissements ;

Vu l'Ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu l'avis favorable de la Commission Nationale des Investissements lors de sa Session du 11 février 1986.

ARRETEE

Art premier — La Société d'Economie mixte dénommée Société de Manutention de Carburants Aviation de Guinée (SOMCAG) est autorisée à s'installer et à exercer ses activités en République de Guinée conformément à l'objet social défini à l'article ci-après :

Art. 2 — La Société de Manutention de Carburant Aviation de Guinée (SOMCAG) a pour objet :

— La gestion des installations pétrolières aéroportuaires (dépôt et oléréseau) ainsi que du matériel et des équipements d'avitaillement de l'aéroport International Conakry-Gbessia.

— L'avitaillement des Aéroports

— L'approvisionnement, le stockage, la manutention, le transport par tous moyens appropriés, le Commerce des hydrocarbures et de leurs dérivés sous toutes leurs formes.

Art 3 — La propriété des installations sera transférée à la SOMCAG dès que celle-ci se sera acquittée dans les délais impartis de l'intégralité des dettes contractées, déduction faite de la créance sur l'Etat dont Total fait apport à la SOMCAG, ceci conformément à l'échéancier de remboursement prévu à l'article garantissant le transfert en monnaie convertible.

Art 4 — Le siège social de la SOMCAG est fixé à Conakry, République de Guinée il pourra être transféré en tout autre localité de la République de Guinée par décision du Conseil d'Administration.

Art 5 — Le capital social de la SOMCAG fixé à 193 200 000 FG est reparti comme suit :

Etat Guinéen : 49 %

Total Afrique : 51 %

L'Etat Guinéen se réserve le droit de retrocéder son apport au capital aux personnes physiques ou morales privées de droit guinéen.

Art 6 — Le coût total des Investissements nécessaires à l'exécution du projet estimé à 16 972 379 FF est financé conformément au schéma suivant :

a) Part locale 2 636 782 FF

b) part transférable

— Crédit cofacé 12 185 310/70 FF

— Acompte Total Afrique 2 150 379,30 FF

Cet investissement créera au départ un volume d'emploi permanent pour 14 travailleurs dont un expatrié et 13 nationaux guinéens.

Art. 7 — Le montant du capital social ainsi que les autres éléments de coûts feront l'objet d'une révision après signature de l'avenant n° 2 en cours de négociations.

Art. 8 — La SOMCAG est agréée sous le régime privilégié « B » pour une durée égale à huit (8) ans.

En plus des avantages liés spécifiquement à ce régime particulier, la Société bénéficiera des avantages communs à tous les régimes privilégiés tels que prévus dans le Code des Investissements dont l'exonération, durant la période de réalisation des Investissements, des droits et taxes suivants :

— Droits et taxes d'entrée, y compris taxes sur le chiffre d'affaires perçus à l'importation en Guinée des équipements, matériels et outillages, matières premières ou consommables et produits ouvrés.

Droits et taxes sur les pièces de rechange dans la limite d'un montant correspondant à 10 % de la valeur FOB desdits équipements.

Art. 9 — Les garanties et avantages particuliers consentis à la Société SOMCAG seront déterminés dans la convention d'établissement.

Art. 10 — Les modalités de financement des dépenses de fonctionnement liées notamment à l'approvisionnement régulier en carburants Aviation seront redéfinies d'accord parties dès que la propriété des installations sera transférée à la SOMCAG.

Art. 11 — Le présent arrêté sera nul et non avenu au cas où la Société n'aura pas apporté dans un délai maximum de six (6) mois, de preuves suffisantes pour un début de démarrage effectif de ses activités.

Art. 12 — Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 27 mars 1986
Le Chef de Bataillon Babacar N'Diaye
Membre du CMRN

Par arrêté n° 1535 MEU — SEI — CAB du 9 avril 1986, à compter du 16 avril 1986, les tarifs de transport aérien de la Compagnie Nationale Air-Guinée applicables sur le réseau intérieur seront les suivants :

PARCOURS	Aller simple (FG)	Aller-Retour (FG)
Conakry-Faranah	19 000	38 000
Conakry-Kissidougou	19 000	38 000
Conakry-Macenta	25 000	50 000
Conakry-Siguiri	27 000	54 000
Conakry-Kankan	25 000	50 000
Conakry-Boké	10 000	20 000
Conakry-Sambailo	18 000	36 000
Conakry-Labé	13 000	26 000
Conakry-N'Zérékoré	29 000	58 000
Conakry-Bissau	21 000	42 000
Boké-Bissau	10 000	20 000

La division des transports aériens du Cabinet et la Direction Générale d'Air-Guinée sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'application du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter du 16 avril 1986

ANNONCES LEGALES

MINISTÈRE DU COMMERCE
REGISTRE CHRONOLOGIQUE

Numero d'ordre 759 du 14 octobre 1986

Date et heure de dépôt de la déclaration :

Mardi 14 octobre 1986 à 14 heures 20

PRENOM ET NOM DU DECLARANT : M^e Touré Sadan
Moussa, Avocat à Conakry

DOMICILE DU DECLARANT : Donka-Cité

INSCRIPTION REQUISE AU REGISTRE DU COMMERCE AU NOM DE La Société dénommée : société commerciale des bois tropicaux SARL

RAISON DE COMMERCE : La société a pour objet : la commercialisation des bois et grumes débités l'importation et l'exportation de toutes espèces, l'achat et la revente de tous matériaux et fournitures entrant dans la construction des bâtiments en général, la participation à toutes sociétés créées ou à créer ayant un objectif à similaire : généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus.

CAPITAL SOCIAL : 10.000.000 francs guinéens

SIEGE SOCIAL : CONAKRY (République de Guinée)

NUMERO DE L'ARRETE : 7199/SEC/DCL/DPC du 14 Octobre 1986.

NUMERO DU REGISTRE ANALYTIQUE : 759 du 14 Octobre 1986.

(en cas d'inscription ou modification).

Le Greffier en Chef
TIDIANE BARRY